

LE RECRUTEMENT DU JURY

THÈSE

SOUTENUE

DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

POUR LE DOCTORAT EN DROIT

PAR

Christian SOULAS

Avocat stagiaire à la Cour d'Appel de Montpellier

Attaché au Parquet Général



LYON

BOSC Frères, M. & L. RIOU

IMPRIMEURS-ÉDITEURS

42, Quai Gailleton. 42

—
1933

LE RECRUTEMENT DU JURY



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41555404_0050

LE RECRUTEMENT DU JURY

THÈSE

SOUTENUE

DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

POUR LE DOCTORAT EN DROIT

PAR

Christian SOULAS

Avocat stagiaire à la Cour d'Appel de Montpellier

Attaché au Parquet Général



LYON

BOSC Frères, M. & L. RIOU

IMPRIMEURS-ÉDITEURS

42, Quai Gailleton. 42

1933

FACULTÉ DE DROIT DE MONTPELLIER

MM.

VALERY, Correspondant de l'Institut, Doyen honoraire, professeur de Droit Commercial.

MOYE, Doyen, professeur de Droit International Public.

MORIN, professeur de Droit Civil.

BECQUÉ, professeur de Droit Civil.

DE NESMES-DESMARETS, professeur de Droit Administratif.

ROCHE-AGUSSOL, professeur d'Economie Politique.

BOSC, professeur de Procédure Civile.

VIALLETON, professeur de Droit Civil.

GUENOUN, professeur de Droit Romain.

COURTIN, Chargé de Cours d'Economie politique.

DUPEYROUX, professeur de Droit constitutionnel

LÉGAL, professeur de Droit criminel.

DIJOL, Chargé de Cours de Législation Industrielle.

LABORDE, Professeur honoraire.

DONAT, Secrétaire.

ROCHETTE et DUBOIS, Secrétaires honoraires.

Membres du Jury :

MM.

LÉGAL, Président.

BECQUÉ, Assesseur.

DUPEYROUX, Assesseur.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ou improbation aux opinions écrites dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



AUX MIENS

A MES MAITRES

A MES AMIS

C. S.

LE RECRUTEMENT DU JURY

Introduction

Il existe à l'heure actuelle un mouvement d'idées au sujet du jury. Le III^e Congrès international de Droit Pénal, qui s'est tenu à Palerme à Pâques 1933, avait mis à son programme la question « Jury ou Echevinage », posant ainsi le problème dans toute son ampleur. Une très large discussion s'est instaurée au cours de ces débats ⁽¹⁾.

Mais, dès avant même que des conclusions aient pu être adoptées, la France, par la loi du 5 mars 1932, avait, dans cet ordre d'idées, apporté à sa législation une modification très importante : l'adjonction du jury à la Cour pour la délibération sur l'application de la peine.

En la forme, cette organisation nouvelle se traduit dans les règles suivantes, posées dans l'article 365 du Code d'Instruction criminelle : « Il est voté au scrutin secret et séparément pour chaque accusé. La Cour vote après les jurés, le président le dernier. La difficulté provenant de diversité des opinions en matière de peine est tranchée de la façon la plus favo-

(1) Voir dans la *Revue internationale de Droit pénal* de 1931 à 1933 les rapports établis par des auteurs de tous pays.

nable à l'accusé. A chacun des tours de vote successifs la peine la plus forte parmi celles proposées sera éliminée. »

Les cas dans lesquels le jury est appelé à se joindre à la Cour sont, outre la délibération ordinaire sur la peine après verdict affirmatif : 1° le cas d'absolution quand le fait dont est déclaré coupable l'accusé n'est pas défendu par la loi (art. 364) ; 2° le cas où le fait est, par suite de modification de l'inculpation résultant des débats (notamment de la délibération première du jury seul sur la culpabilité), n'être plus de la compétence de la Cour d'Assises ; 3° le cas d'excuse légale ; 4° le cas de délibération avant de rendre l'arrêt, délibération qui sera alors *dirigée* par le président.

Au fond, et les dispositions qui précèdent le montrent clairement, cette réforme est beaucoup plus profonde qu'elle ne paraît à première vue : elle abolit la distinction, toujours considérée par les théoriciens de l'institution, comme fondamentale, du fait et du droit. La première délibération reste régie par les anciens principes, mais dans la seconde est exigée des jurés la connaissance de la valeur des peines, de la théorie des peines accessoires, du sursis, quand la peine est correctionnelle, de la relégation, etc., notions nettement juridiques.

Il est vrai que déjà des auteurs avaient montré le caractère factice de cette distinction qui ne pouvait en fait être strictement observée.

Du moins on peut être sceptique sur les possibilités de compréhension des questions de droit qu'ont

montrées jusqu'ici les jurés. Ne vont-ils pas se laisser aller à leur impression première et croire par exemple que la réclusion, peine dont le nom a une puissance d'évocation souvent notée, est plus grave que les travaux forcés à temps ?

Tant qu'il n'avait à donner qu'une opinion sur la culpabilité, on pouvait trouver suffisantes pour le juré les lumières du commun peuple. Aujourd'hui son rôle plus large exige des capacités plus hautes et à la suite de la réorganisation du fonctionnement du jury doit être examiné avec une attention nouvelle le problème de son recrutement.

Pour souligner encore le rapprochement entre les nouvelles fonctions du juré et celles du magistrat est intervenue la loi du 16 février 1933 ⁽²⁾, qui a eu pour objet de ranger les jurés parmi les personnes assujetties, comme les magistrats de carrière eux-mêmes à l'obligation du secret. Pour cela elle ajoute à l'article 378 du Code pénal, après les mots « et toutes autres personnes dépositaires par état ou profession », la précision suivante qui englobe les fonctions du juré « par fonctions temporaires ou permanentes ».

Cette obligation devait être plus stricte encore après l'innovation de la loi du 5 mars 1932 qui réunit magistrats et jurés et il devenait urgent, étant donné certaines indiscretions de presse, qu'elle fût sanctionnée.

La même loi, dans son article 2, ajoute à la formule du serment des jurés les mots « de conserver le secret

(2) D. P. 1933, 4, 51.

des délibérations, même après la cessation de vos fonctions ».

Si le législateur français a marqué sa préférence pour une solution relativement conservatrice, il faut approuver cette prudence dans la modification d'une institution profondément nationale. Conservant tous les principes de sa formation et ajoutant seulement une seconde délibération sur la détermination de la peine, jurés et magistrats réunis, elle a conservé au jury sa physionomie nationale. C'était la réforme la plus nettement réclamée par les publicistes et par les jurés eux-mêmes, au moyen de vœux inlassablement réitérés. Paradoxale en apparence, elle tente de redresser les errements d'une juridiction trop indulgente en lui accordant pleins pouvoirs. Justifiée au fond, elle supprimera dans l'avenir un grand nombre d'acquittements causés par la seule impuissance du jury à obtenir de la Cour la peine légère qui lui paraissait s'imposer.

Mis en pleine possession des moyens d'exprimer sa volonté, que va décider le jury sous l'empire de la loi du 5 mars 1932 ? On verra beaucoup plus souvent qu'auparavant, où cependant elles formaient une notable partie des décisions ⁽³⁾, des peines correctionnelles légères appliquées aux accusés. Le pourcentage des acquittements sera abaissé d'autant. Cela constituera le bénéfice de la réforme. Mais il n'en restera pas moins que le jury reste sujet à la plupart des cri-

⁽³⁾ 38 % contre 32 % de peines criminelles et 30 % d'acquittements en 1929. Proportion sensiblement identique les autres années.

tiques auxquelles on l'a toujours soumis. Le rapide exposé que nous allons en faire trouve sa place au début d'une étude sur le recrutement des jurés. Il apparaît que le seul recrutement soit encore susceptible d'améliorations sensibles. On verra que les principaux reproches tombent à faux avec un jury composé en accord avec les desiderata de ses protagonistes. Ceux-ci ont sans doute eu le tort de croire les hommes conformes à un type abstrait, doué du bon sens dont Descartes disait qu'il était la chose du monde la mieux partagée, capable de s'abstraire de toute haine et de toute crainte, aptes à faire preuve d'une juste sévérité en même temps qu'ils seraient accessibles à toutes les formes de la pitié. Pourtant, ce type d'humanité moyenne est suffisamment répandu pour qu'il soit, avec un peu de soins, facile de réunir douze hommes capables de juger.

C'est, à notre avis, après avoir fait tout le possible dans le domaine de la recherche des citoyens aptes à juger que l'on pourra porter un jugement critique sur les résultats pratiques du jury. Le plus grand et le plus réaliste des esprits qui se soit appliqué aux choses juridiques, Napoléon I^{er}, déclara, assistant à une discussion sur le jury, que « la question n'est « pas de savoir si le jury est en soi une bonne ou « une mauvaise institution, mais si on aura de bons « ou de mauvais jurés ».

En groupant les principaux arguments qui ont été fournis dans cette très longue controverse, il nous sera possible, dans une sorte de conclusion préliminaire, d'affirmer d'une part la nécessité de conserver

le jury, d'autre part la possibilité de le perfectionner par l'élévation du niveau intellectuel et moral de ses membres.

Voici d'abord l'accusation portée contre lui par les positivistes italiens, partisans d'une juridiction répressive technique compétente aussi bien dans le domaine de la médecine mentale que de la sociologie et du droit. Puis le reproche d'inexpérience, d'imperfectibilité radicale, celui de faiblesse, celui d'inégalité dans la répression.

En revanche, on invoque à son actif la défense des libertés individuelles, la possibilité de donner satisfaction aux revendications de l'opinion publique en dépit des dispositions parfois désuètes de la loi et surtout cette possibilité de juger humainement en faveur de laquelle on a affranchi le jury de toute entrave quant à la preuve pour ne laisser jouer que l'intime conviction.

*
* *

E. Ferri note ⁽⁴⁾ l'insuffisance de la répression par le jury et montre qu'en Amérique les exécutions légales ont été, de 1884 à 1889, en nombre constamment inférieur à celui des lynchages, mesure de défense sociale destinée à suppléer aux défaillances de la répression légale. Attribuant à la fonction du juge répressif un caractère véritablement scientifique, en raison des difficultés d'une connaissance exacte de tous les éléments objectifs et subjectifs de l'infraction, son école repousse comme une utopie la « fraîcheur d'esprit » du juré, si précieuse aux yeux des partisans du jury.

(4) *Nuovi Orizzonti*, p. 127 à 137.

Elle ne laisse aucune place à la preuve par intime conviction, puisqu'elle préconise l'intervention toujours plus fréquente et déterminante de l'expert, surtout de l'expert mental, dont les conclusions lieront presque le juge.

Dans le même sens, on a pu observer que le jury, à qui on ne demande pas de faire œuvre de juriste, abuse de cette faculté pour rendre un verdict légalement inattaquable en se basant sur des considérations non admises par la loi. Suivant un procédé devenu courant et qu'elle n'oserait employer avec autant de netteté devant des magistrats professionnels, la défense met en avant les mobiles du crime. Elle s'efforce de faire pénétrer dans l'esprit des jurés une confusion entre l'intention criminelle dont le législateur tient compte et les simples mobiles qui doivent rester en dehors de l'examen de la culpabilité. Elle y parvient presque toujours.

Chez nous, M. Tarde ⁽⁵⁾ constate l'inégale sévérité du jury suivant l'état d'esprit dominant dans la région où il se recrute. Il note que « le vol est le seul délit que les jurés, propriétaires en général, éprouvent le besoin de frapper alors qu'ils absolvent les faux, les abus de confiance, les banqueroutes frauduleuses, ces faux sur une grande échelle ».

Il voit, dans la pratique de correctionnalisation, le signe de la nécessité qu'il y a quand on veut assurer l'exécution des lois, à faire échec au jury, et conclut sévèrement que « la force du jury n'est pas dans ses qualités, mais dans la difficulté de le remplacer ».

(5) *Philosophie pénale*, p. 448.

On ne peut nier que les chiffres de la statistique criminelle ne montrent une proportion d'acquittements assez inquiétante. Les conclusions à tirer de cette statistique sont que le jury acquitte plus du tiers des inculpés renvoyés devant lui et que, pour éviter les effets de cette indulgence, un nombre de plus en plus réduit d'accusés est renvoyé en Cour d'assises. Les tribunaux correctionnels ont jugé, en 1929, un nombre de prévenus sensiblement supérieur à celui de 1913, tandis que celui des accusés a diminué de moitié.

C'est là un des faits les plus symptomatiques et la correctionnalisation légale (loi du 27 mars 1923 sur le délit d'avortement, du 17 février 1933 sur le délit de bigamie) ⁽⁶⁾ est doublée d'une façon très contestable en droit par la correctionnalisation judiciaire, arbitraire et, somme toute, illégale.

On est venu aussi reprocher au jury son défaut de continuité : « chaque jury est à l'égard de ses fonctions comme l'enfant qui vient de naître ».

La « fraîcheur d'esprit » recherchée est la négation de tout ce qui a fait la puissance et la grandeur de l'homme dans l'univers et la gloire de notre humanité que Pascal représente comme un même homme qui aurait acquis, au cours des temps, toute la science de ses devanciers ⁽⁷⁾.

Sans nier les progrès du droit par la jurisprudence, il faut ici se souvenir de la simplicité que Montesquieu préconisait dans la tâche du jury. Certes, un effort

(6) D. P. 1922, 3, 4, 200 et 1933, 4, 50.

(7) A. TOULEMON, *La question du Jury*, cité par *Revue pénit.*, avril-août 1930, p. 282.

s'imposerait aujourd'hui dans le sens du retour à cette simplicité. Le nombre trop grand des questions est la raison de beaucoup d'acquittements. Tant que cette simplicité resta assurée, le jury n'eut pas besoin de telle expérience, qui est si utile aux magistrats.

*
* *

Si, quittant le domaine de la technique répressive, on entre dans le domaine des arguments moraux, des appréciations de sentiments, on se rend bientôt compte que tout a été dit, mais surtout dans le sens favorable au jury, dont on trouve à mainte page l'éloquente défense. Tous ses protagonistes ont mis à l'actif du jury le privilège de maintenir la notion et la mesure des libertés individuelles. Esmein ⁽⁸⁾ la salue comme un des grands bienfaits dont « il faut être éternellement reconnaissant à l'Assemblée constituante ».

Faustin Hélie estime « qu'il faut une garantie puissante pour sauvegarder ces deux puissants intérêts du pouvoir et de la liberté et que cette garantie ne peut être que le jury ».

Très fort, en effet, aux débuts de son fonctionnement, cet argument n'a guère aujourd'hui qu'une valeur beaucoup plus faible et peut-être, comme disait avec un peu d'anticipation, puisqu'il parlait sous le Consulat, le citoyen Murair, président du Tribunal de Cassation, « serait-il à examiner si dans un pays il n'existe plus ni féodalité, ni distinction, ni privilège, l'institution des jurés offre des avantages bien réels » ⁽⁹⁾.

(8) *Histoire de la Procédure criminelle en France*, p. 437.

(9) Discours aux consuls lors des travaux préparatoires du Code d'instruction criminelle.

Toutefois il est encore bien des matières délicates touchant l'ordre public dans lesquelles l'intervention du jury est encore une garantie tout à fait souhaitable. Les délits de presse en sont le plus frappant exemple et les délits politiques en général.

Avec plus de justesse encore, on a fait valoir que le jury constituait, entre la lettre morte de la loi et l'opinion publique, le trait d'union nécessaire ⁽¹⁰⁾.

Quelques réserves, il est vrai, doivent être faites : l'opinion publique est-elle bien d'accord avec le jury ? Ne voit-on pas tous les jours des critiques s'élever contre des acquittements que l'on qualifie de scandaleux et un auteur, M. Stéphan Glaser ⁽¹¹⁾ n'a-t-il pas pu, à leur propos, parler de « suicide du jury » ? Certains crimes, il faut bien le reconnaître, et parmi eux surtout le crime passionnel ⁽¹²⁾ caractérisé par la bonne moralité habituelle du coupable, par l'apparente honorabilité des mobiles, rencontrent dans le jury un terrain très favorable. Les jurés voient l'homme surtout et la défense, classiquement, y insiste.

Ne s'étant pas fortifiés dans l'habitude de juger, les jurés, livrés à eux-mêmes, acquittent. Ils ne sont pas forcément en accord avec l'opinion publique, car s'il est vrai qu'ils en ont fait partie intégrante, ils sont, dans la chambre des délibérations, « sem-

(10) SALEILLES, *L'individualisation de la peine*,* p. 108.

(11) *Etudes criminologiques*, 1928, p. 19.

(12) Voir dans *Revue pénitentiaire*, 1931, p. 225, le compte rendu de la séance de la Société générale des prisons du 13 mai 1931, rapport de M. RABINOWICZ et analyse de son livre sur ce sujet, p. 454.

blables à l'eau de mer recueillie dans un vase et qui échappe au mouvement des marées ».

Il n'en reste pas moins à l'actif du jury de belles et incontestables causes de supériorité qui le font préférer, pour les affaires les plus graves, aux pouvoirs judiciaires établis, quels qu'ils soient. Il a pour lui cette connaissance intime des ressorts de l'âme populaire dont il ne s'est pas, comme le magistrat, détaché par une pratique des tribunaux propre à fermer le cœur aux cris de l'innocence ; cette indépendance venant de leur incognito ; la possibilité de repousser un texte trop dur pour des raisons qui ne sauraient s'imposer à un juge soumis au respect de la loi. Le jury, champion de la « justice morale » à l'encontre de la « justice légale », a toujours recueilli les sympathies.

Il a pour lui ce dangereux apanage d'être par excellence l'institution qui sauvegarde la bonne foi et la droiture, mais qui, pour son fonctionnement, exige ces qualités chez ceux qui la mettront en œuvre. Si ces conditions sont réalisées, elle sera la plus belle des choses ; sinon elle est non seulement inutile, mais encore dangereuse.

Qu'est-ce que la procédure sinon l'ensemble des règles précisées chaque jour en vue de faire assurer une justice parfaite par le ministère d'hommes imparfaits ?

Qu'est-ce que le jury sinon le retour à l'appréciation directe sans détours ni garanties de faits délicats par des hommes de bonne foi ?

L'on n'a pu pratiquement revenir à cette justice

patriarcale que pour les faits les plus graves : soit ceux auxquels une peine trop grave ne serait pas infligée par des magistrats professionnels sans qu'une erreur ou des soupçons ne risquent d'entamer le prestige de la magistrature ; soit ceux dans lesquels l'esprit de parti entrant en jeu la justice pourrait être taxée de partialité et de dépendance vis-à-vis du pouvoir ; soit enfin les déterminations civiles d'indemnités pour expropriation, affaires où un juge ne pourrait donner, quelle que soit son honnêteté, les garanties morales d'un collègue d'indifférents.

Par les raisons mêmes qui justifient son institution et son maintien, le jury s'avère comme dépendant au premier chef des hommes qui le forment. Il y a donc intérêt à apporter à ce recrutement tous les soins et toutes les précautions susceptibles de l'améliorer.

Avant d'en arriver à une conclusion, il y aura lieu d'examiner ce qui constitue l'origine historique de notre système et de déduire des insuffisances qui ont entraîné l'abolition de tous ces systèmes successifs, les leçons qu'elles comportent.

Les formes suivant lesquelles à l'étranger s'exerce le verdict populaire constitueront la seconde source d'enseignement.

Une deuxième partie, en détaillant le fonctionnement de notre institution actuelle, décèlera les points faibles sur lesquels des modifications utiles pourraient être apportées.

PREMIÈRE PARTIE

Conceptions diverses du jury

CHAPITRE PREMIER

Les enseignements de l'histoire

Le jury, sous les aspects les plus variés, mais avec la caractéristique commune de participation de non professionnels à l'administration de la justice, trouve à toutes les époques de l'histoire des applications. C'est principalement du fait qu'il plonge ses racines dans le plus profond de l'histoire des peuples qu'il a pu être considéré comme une institution définitivement acquise. Les attaques dirigées contre lui, si elles ont pu entraîner des modifications de la forme, n'ont jamais emporté le principe même. Il n'a pourtant pas manqué d'adversaires déterminés et ceux-ci, devant l'inefficacité de leur argumentation, ont constaté avec quelque dépit qu'il y avait là une institution « tabou » placée par privilège au-dessus, semble-t-il, et hors de portée des critiques de la logique.

L'explication d'un semblable état de choses se trouve dans la pérennité même d'un système qui a toujours été fonction des libertés civiques et de l'individualisme.

Outre cette considération, qui oblige de faire à l'étude historique de la question une part non négligeable, il y a intérêt à examiner, au point de vue de

son recrutement, les formes revêtues par le jury dans les divers états du droit.

Il en est apparu trois principales :

En droit romain, le soin de trancher la question de fait est laissé à un particulier choisi par les parties. Il appréciera, comme peut le faire tout homme de bien, le point à lui soumis et c'est par sa conscience plus que par des connaissances techniques qu'il résoudra le procès. Le juge n'est là que pour dégager le fait, pour présider aux opérations qui saisiront l'arbitre.

On peut voir encore le juré-pair, dans la conception féodale. La justice n'est digne de ce nom que si sont représentés au sein du tribunal les égaux des parties en cause, capables de prendre en mains leurs intérêts si ceux-ci devaient être étouffés par des considérations trop puissantes. On peut voir aujourd'hui semblable idée inspirer la composition du tribunal des Prud'hommes.

Enfin, les jurés-témoins du droit anglais, réunis en collèges nombreux, représentent auprès du juge les voisins immédiats qui ont eu les premières versions de l'affaire, ou encore ceux qui, vivant sous l'empire des mêmes coutumes, peuvent éclairer sur elles le juge, ou enfin l'opinion publique.

Ce sont, en simplifiant encore pour remonter aux idées les plus générales, les trois qualités les plus essentielles de la justice qu'on a songé à réaliser, par le moyen du jury : jugement équitable et guidé par le bon sens, jugement impartial, jugement éclairé.

SECTION I

JURY ROMAIN

Pour éviter toute confusion, deux paragraphes séparés concerneront : l'un le jury civil, l'autre le jury criminel.

§ 1. — JURY CIVIL

Certainement depuis les XII Tables, probablement depuis les environs de la fondation de la République ⁽¹⁾, les consuls, successeurs du roi, ont cessé de juger. C'est un juré qui statue. Cette règle est impérativement fixée aux magistrats comme une limitation légale de leur autorité. La tradition la présente comme une garantie accordée aux citoyens contre l'arbitraire des magistrats. La délégation est faite pour un seul procès, en général à un juré unique, quelquefois à trois ou à plusieurs. Le juré unique est appelé *judex* ou *arbiter*, selon un critérium controversé ⁽²⁾ suivant qu'il s'agirait d'un juré ordinaire statuant selon ses connaissances générales ou un expert se transportant en un lieu donné pour y trancher une question technique d'après les règles de son art.

Les trois arbitres seraient appelés dans deux sortes de procès seulement, « si controversia est nata de finibus » et « si vindiciam falsam tulit ».

Les « *recuperatores* », plus nombreux encore, con-

(1) GIRARD, *Organisation judiciaire des Romains*, t. I, p. 77.

(2) *Ibid.*, p. 82, n° 2.

naissent des procès où figurent des étrangers, à l'occasion d'un marché conclu sur le territoire romain.

Il existait aussi des collèges ⁽³⁾ :

« Centumviri », pris dans les tribus ou moins probablement élus par elles, qui apparaissent comme un tribunal composé de 105 membres, à raison de trois par tribu. Ils statuent en matière de pétition d'hérédité.

« Decemviri stlitibus ou litibus judicandis », électifs, statuant sur les questions de liberté.

« Triumviri », capitaux dans certains cas de « manus injectio ».

Cette organisation est celle du temps des actions de la loi. On sait que celles-ci devaient être progressivement éclipsées par la procédure formulaire, à partir de la loi Aebutia dont la date se place, pour les auteurs modernes ⁽⁴⁾, entre 605 et 628 de Rome.

Sous cette première organisation, le *judex* était nommé par le magistrat en vertu d'un accord des parties qui, quand il n'a pas lieu spontanément, est procuré, au moins au cas normal de nomination d'un juré unique, par un jeu d'offres du demandeur au défenseur, continuées jusqu'à ce qu'un nom proposé par le premier soit accepté par le second. Mais les règles destinées à forcer le consentement du défendeur et à sanctionner sa mauvaise volonté, règles qui seront exposées à propos de l'état suivant du droit, n'ont pas, d'après certains auteurs, pris naissance dans cette première époque.

(3) V. GIRARD, *Manuel*, 6^e édit., p. 994, et les références citées.

(4) *Ibid.*, p. 1012.

Quant aux « recuperatores » ⁽⁵⁾, le magistrat en instituait un nombre supérieur à celui exigé (20) pour permettre les récusations (*rejectio*) des parties.

Sous la procédure formulaire se crée une organisation plus stricte.

Il existe, pour guider le choix des parties, une liste des jurés : l'*Album judicum*. Mais, suprême sauvegarde du droit de libre choix des parties, le judex peut être pris en dehors de cette liste. Ce n'est qu'à défaut d'entente des parties, par exemple si elles s'en remettent au prêteur, que celui-ci peut procéder à un choix et le faire agréer des plaideurs. Mais si l'un, par des récusations systématiques, fait obstacle à la désignation du juge, il est considéré comme faisant défaut. Le tirage au sort est aussi quelquefois employé.

Comment est composé l'*album judicum* ? Ce sont, en principe, des personnes honorablement connues dans la cité, offrant des garanties de haute moralité, d'impartialité. Elles sont, en somme, destinées à servir d'arbitres et la question qui leur sera posée : « Le demandeur a-t-il placé en dépôt une table ornée d'argent chez le défendeur ? » ou bien « Est-il exact que le demandeur ait vendu au défendeur l'esclave Stichus ? » est une question de fait qui n'exige pas de connaissances juridiques. De plus, l'arbitre, toujours connu des parties dans la Rome ancienne peu ouverte aux étrangers, n'aura à trancher que des questions qui lui seront familières. Mais l'évolution, en éloi-

(5) GIRARD, *Manuel*, p. 1025, n° 4 ; *Organisation judiciaire des Romains*, t. I, p. 102.

gnant de cette forme patriarcale et simpliste de désignation, tend à faire apparaître des règles de composition de l'album. On observe alors un phénomène d'une grande signification sociologique : c'est que la liste des jurés va subir des modifications au fur et à mesure des changements politiques et parallèlement à ceux-ci.

La liste comprend d'abord tout le Sénat. Puis, en 632, une loi de Gracchus y inclut les chevaliers. Lucius Cornelius Sulla, en 673, restitue aux seuls sénateurs la dignité d'arbitre. En 864, le prêteur Aurélius Cotta crée trois décuries de jurés composées d'abord de sénateurs, de chevaliers et de « *tribuni aerarii* » de chefs de tribus, c'est-à-dire de notables ayant le cens équestre ⁽⁶⁾. Puis, après l'exclusion des « *tribuni* » par César, exclusivement de chevaliers et de sénateurs. Enfin, la création par Auguste d'une quatrième décurie et par Caligula d'une cinquième composée de gens ayant un cens moindre pour les affaires moins importantes achève l'évolution ⁽⁷⁾.

§ 2. — JURY CRIMINEL

En matière criminelle, les successeurs des rois ont hérité d'eux le droit de punir. Mais la portée de ce droit a été très sensiblement modifiée par les lois sur la « *provocatio ad populum* » ⁽⁸⁾.

Ces lois, vraisemblablement antérieures aux XII Tables, ont, pour les peines graves prononcées dans

(6) MONUSEN, *Droit public*, p. 212-221.

(7) GIRARD, *Droit romain*, 6^e édit., p. 1025, n° 3.

(8) GIRARD, *Organisation judiciaire*, t. I, p. 105 et suivantes.

l'intérieur de la ville, donné aux citoyens condamnés le droit de recourir en grâce devant le peuple. Elles ont eu, dans le domaine du droit répressif, une importance semblable, et même parallèle, à celle, dans la justice civile, de la distinction du « jus » et du « *judicium* ». Elles sont à la base des garanties constitutionnelles du citoyen. Toutefois, elles ne trouvent application que dans la justice de l'état, restant extérieures aux sanctions privées (peines infligées par le *pater familias*, réparation d'un délit civil).

Quand elle fut, par évolution, devenue obligatoire, la « *provocatio* » devint la forme normale de juridiction répressive. Comme par le *judex* en matière civile, le magistrat va se voir enlever de fait ses pouvoirs par l'assemblée du peuple, ici les *comices*.

A l'époque royale, ces *comices* ont dû être l'assemblée des *curies*. Puis, d'après une disposition expresse des XII Tables, les *comices* par *centuries* ont une compétence exclusive en matière capitale.

Dirigée par les *questeurs* et les *duumvirs*, la procédure est ensuite soumise sur ce recours en grâce au peuple, qui peut absoudre dans le plus grand arbitraire. La légende-type du procès d'Horace, absous par le peuple bien que coupable, traduit assez bien cette institution.

Précisons enfin que les seules condamnations à mort de citoyens y étaient sujettes. Les consuls prononcent sans appel les amendes, les emprisonnements et la peine de mort contre les esclaves, les femmes, les non-citoyens, du moins dans le droit ancien.

Le jury romain disparaît du reste au moment où

la société s'organise. Né du souci de respecter scrupuleusement le sentiment de l'égalité dans une cité où n'existait pas de pouvoir supérieur, il devait disparaître quand ce pouvoir naît. Il est incompatible avec les systèmes autocratiques qui succèdent à la république. On voit alors apparaître des juges professionnels appliquant au nom du pouvoir la loi aux particuliers.

SECTION II

JURY FEODAL

Le jury féodal est tout à fait différent du jury romain. Il est la conséquence d'une société essentiellement hiérarchisée, formée de classes soumises l'une à l'autre. La force brutale, autre caractéristique des rapports sociaux de cette époque, règne partout, écartant au moindre prétexte la règle de droit élaborée par les juristes. Une justice digne de ce nom n'est possible qu'entre individus placés au même degré de la pyramide, parlant sur un pied d'égalité et au besoin disposant des mêmes armes.

Voilà le point de départ du système. Beaumanoir pose le principe de la justice par les pairs : « les hommes doivent juger l'un l'autre » et plus explicitement « il convient que les seigneurs fassent juger par autres que par eux. C'est à savoir par leurs hommes féodaux et à leur semonce et conjure » ⁽⁹⁾.

(9) *Livre de jostice et de plet*, ch. I, p. 13.

La règle est que les pairs qui jugent sont ceux du défendeur. Il en est ainsi dans les procès entre seigneur et vassal, entre hommes de seigneuries différentes.

On a le droit de se refuser à être jugé par un autre que par ses pairs, « le baron est appelé en la Cour du Roi... et il dit... je ne veux être jugé de cette chose que par mes pairs » ⁽¹⁰⁾.

Ces règles peuvent être parfois faussées par la violence, mais elles n'en subsistent pas moins et sont affirmées par les juristes.

Les pairs sont les hommes de même rang, c'est-à-dire vassaux du même suzerain. Il importe de considérer que ce sont par conséquent des hommes qui se connaissent et peuvent apprécier de longue date la valeur des querelles. Alors s'explique la procédure qui dérouta nos esprits modernes, de la prise à partie par le plaideur condamné du juge qui a rendu une sentence contraire à la justice. Le combat reste le dernier argument, négation même du droit.

En ce qui concerne les hommes libres non nobles, « hommes de poesté, vilains, roturiers, coutumiers, hostes », ils sont quelquefois jugés par les « couchans et levans » de la même seigneurie.

Mais le principe n'est pas formel et même il est présenté comme constituant une exception acquise par contrat, par chartes, le droit commun étant que « les hommes doivent juger l'un l'autre et les querelles du commun peuple » ⁽¹¹⁾ ou même que le sei-

(10) *Etablissements de Saint-Louis*, I, 71.

(11) BEAUMANOIR, *ibid.*, I, 15.

gneur tranche les différends : « par notre usage, il n'y a, entre toi et ton vilain, de juge sauf Dieu, tant qu'il est de tes couchants et levants, s'il n'y a d'autre loi entre eux et toi que la coutume » ⁽¹²⁾.

Le serf, enfin, ne peut citer le seigneur en justice sauf pour cruauté. Il est même douteux qu'il puisse citer les personnes franches.

Ces principes, posés au ^{xiii}^e siècle par les jurisconsultes, se sont dégagés de la coutume. Le seigneur juge, entouré des pairs du justiciable. L'évolution tend à remplacer, pour les affaires de moindre importance, le Seigneur par le Bailli, qui prononce la sentence au nom du seigneur. Ensuite, il se produit, par suite des difficultés de déplacement qui rendent onéreux le service de cour, une désaffection progressive. On dut se contenter de deux, trois ou quatre vassaux ⁽¹³⁾.

Bouteiller, à la fin du ^{xiv}^e siècle, mentionne encore des jugements par les hommes, mais il arrive que le bailli ait pris le pouvoir juridictionnel dans son entier.

En résumé, si au début le seigneur s'est entouré, pour juger les puissants de sa seigneurie, des autres nobles, il y a là une garantie qui ne s'étend guère qu'à ceux-ci. Vilains, et surtout serfs, restent sous sa pleine omnipotence. Esmein ⁽¹⁴⁾ constate qu'on n'y peut voir, à raison de son caractère restreint, l'origine du jury moderne. Toutefois, l'idée même qu'il n'y a contre un juge prévenu, hostile ou intéressé, d'autres recours que l'adjonction d'un conseil de

(12) Pierre DE FONTAINES, *Conseil à un ami*, XIX, 8.

(13) Pierre DE FONTAINES, *Conseil à un ami*, XXI, 29.

(14) *La procédure criminelle du XIII^e au XVIII^e siècle*, p. 8.

tiers impartiaux, est encore à l'origine, pour partie, de l'institution du jury.

SECTION III

JURY ANGLAIS

Le jury anglais est né de besoins encore différents : c'est une institution autonome, essentiellement un moyen de preuve.

Lorsque le juge a besoin d'être renseigné sur les circonstances d'un crime, sur l'existence d'un droit, il fera appel au témoignage de ceux qui sont le mieux à même d'être au courant : les voisins. L'enquête par pays apporte des « on dit » moins probants pris individuellement qu'un témoignage oculaire, mais dont le nombre sera la meilleure garantie de sincérité.

C'est en somme, remarque Garraud ⁽¹⁶⁾, une question de preuve, problème capital dans la procédure pénale et qui, dans le droit primitif, est à peu près le seul. Il n'existe, en dehors du flagrant délit auquel on assimile la clameur publique, d'autre mode de preuve que les ordalies et la preuve du pays.

Or, comme l'a montré du Boy ⁽¹⁷⁾, approuvé par Tarde ⁽¹⁸⁾, « le jury est né de l'embarras où se sont trouvés les juges itinérants d'Angleterre pour se passer des ordalies que le concile de Latran venait d'in-

(17) *Histoire du Droit criminel de la France*, t. II, p. 555 et suivantes.

(18) *Philosophie pénale*, p. 433.

terdire. Tandis que sur le continent l'idée de la torture est venue s'offrir à propos, les Anglais ont imaginé, avec infiniment plus de sagesse, de rassembler douze voisins et de considérer leurs convictions relativement à l'existence et à l'auteur du crime comme l'équivalent du jugement de Dieu ».

Une évolution se marquera dans la pratique de ce système vers la constitution de certaines personnes en témoins officiels, soit à raison de leurs fonctions, soit de leurs connaissances particulières. Appelés plus souvent à témoigner, ils deviennent des experts et leur avis prend un poids particulier. Le juge est alors progressivement porté à abandonner à ces témoins experts la responsabilité de la solution des questions de fait du moment qu'il se conforme toujours à leur avis. Ils occupent auprès du magistrat le rôle d'appréciateurs souverains de l'exactitude des faits allégués. Par là ils sont les gardiens, auprès du juge criminel, du sentiment populaire. Auprès du juge civil, ils garantissent l'indépendance et l'impartialité de la sentence. Au criminel, l'accusation même ne peut être portée sans le consentement populaire. En effet, même en supposant certain l'acquittement de l'innocent, la flétrissure résultant de la mise en accusation est trop grave pour être livrée à l'arbitraire du juge. Aussi la même garantie sera-t-elle instaurée en matière d'accusation.

Ces jurys avaient pour caractéristique que le verdict ne pouvait être rendu qu'à *l'unanimité*. Deux moyens étaient employés pour sortir de l'impasse où un pareil système pouvait aboutir : ou bien emmener le jury dans les assises successives du juge jusqu'à ce

que l'unanimité soit obtenue ou bien ajouter des jurés jusqu'à ce qu'une opinion ait acquis douze partisans, nombre du jury primitif ⁽¹⁵⁾.

Nous voyons donc ici l'application de cette idée que les garanties les plus scrupuleuses doivent être données aux justiciables, que l'une des plus sûres est la consultation d'un nombre assez élevé pour écarter le soupçon de subornation de gens au courant de l'affaire, ou tout au moins donnant toute confiance en leur impartialité.

SECTION IV

ETATS SUCCESSIFS DU DROIT FRANÇAIS MODERNE

Des trois conceptions du jury, le choix volontaire, le jugement par les pairs, le jugement par les voisins et experts en fait, c'est la troisième, celle du droit anglais, qui va s'offrir aux regards des philosophes du XVIII^e siècle et leur apparaître comme le plus sûr remède aux défauts qu'ils constataient dans l'ordonnance de 1670 alors appliquée en France. Par une tendance bien naturelle qui consiste à ne voir que les vices de l'organisation existante, les encyclopédistes, auxquels se joignaient les avocats et même les hauts magistrats tels que le Président à mortier Dupaty, signalaient les dangers, pour la liberté individuelle,

(15) R. DE LA GRASSERIE, *Des origines de l'évolution et de l'avenir du jury*, p. 8.

d'une procédure sommaire exclusive de toute garantie de la défense. Ils n'avaient pas de peine, en outre, à appuyer leur argumentation sur des erreurs judiciaires flagrantes : en 1785, l'affaire Estinés ; en 1786, l'affaire Salmon ; celle encore des Trois Roués. Les procès Calas et Sirven donnent à Voltaire l'occasion de prendre position contre la magistrature de l'époque et de lui préférer les pairs de l'accusé. Montesquieu ⁽¹⁹⁾ écrit : « En Angleterre, les jurés décident si le fait qui a été porté devant eux est prouvé ou non et, s'il est prouvé, le juge prononce la peine que la loi inflige pour ce fait, *et pour cela il ne lui faut que des yeux.* »

Cette dernière remarque manifeste les sentiments de défiance que nourrissait contre la magistrature de ce temps l'opinion publique, et c'est dans ce sentiment qu'il faut principalement voir la cause du succès de l'exemple anglais.

C'est l'Assemblée Constituante qui, par décret du 30 avril 1790, introduisit, sur la proposition de Tronchet, le jury criminel en France. Le jury civil était donc dès l'abord écarté. Mais deux caractères marquaient nettement la filiation : comme en Angleterre, il y avait un jury d'accusation et en outre le verdict ne pouvait être rendu qu'à l'unanimité.

LA LOI DES 16-24 AOÛT 1790, titre II, article 15, pose les principes et la Constitution du 3 septembre 1791 les maintient. Il existait alors, du point de vue politique, une distinction en citoyens actifs et citoyens non actifs. Etaient citoyens actifs les Français âgés

(19) *L'Esprit des lois*, livre VII, ch. III.

de 25 ans accomplis, ayant prêté le serment civique, payant une contribution égale à trois journées de travail, n'étant ni serviteurs à gages ni en état d'accusation, de faillite ou d'insolvabilité. Les citoyens actifs, réunis par canton, étaient appelés à nommer les *électeurs*. Pour pouvoir être électeur il fallait, outre les conditions requises pour être citoyen actif, être propriétaire d'un bien ou d'une habitation évaluée sur les rôles des contributions à un revenu égal à la valeur locale de 200 journées de travail dans les villes de plus de 6.000 habitants, de 150 dans les autres villes et les campagnes.

C'est parmi les *électeurs* du district que le Procureur syndic choisissait trente noms pour le jury d'accusation. Le Procureur général syndic choisissait par ailleurs cent noms qui formaient la liste du jury de jugement pour le département. Ce choix fait, aucun recours n'était possible.

Ces dispositions, œuvres des comités, avaient été combattues au nom de l'égalité par Robespierre et Petion, qui demandaient que tout citoyen pût être juré. Cazalès, Thouret, au nom de la droite, soutenaient tout d'abord que les « seuls propriétaires sont de véritables citoyens » et, en outre, avec plus d'habileté et de justesse, que la fonction de juré est un devoir dont l'accomplissement ne peut entraîner l'attribution d'une rémunération. Etant forcément onéreux, il n'était possible de l'imposer qu'aux citoyens assez riches pour supporter cette charge : « Vous ne pouvez imposer des fonctions gratuites ni exiger des frais de déplacement de l'homme qui n'a que 150 livres de rente. »

L'application de cette loi donna lieu à des critiques basées sur la difficulté de recruter les jurés dans ces conditions. Un mémoire, adressé à l'Assemblée Nationale par les administrateurs du département des Côtes-du-Nord le 10 février 1792 ⁽²⁰⁾, s'exprime ainsi : « Contraindre un citoyen d'abandonner ses affaires sans nul dédommagement, le forcer à se rendre dans le chef-lieu du département souvent fort éloigné de son domicile, l'obliger à y faire des séjours dispendieux sous peine de 50 francs d'amende et d'être privé de ses droits d'éligibilité, c'est dire au citoyen peu aisé qui paie une imposition au delà de ses forces pour être compté au nombre des électeurs, c'est lui dire qu'outre ses sacrifices sans nombre, il faut non seulement qu'il soit privé de ses espérances les plus flatteuses, mais encore qu'il paie une amende si ses facultés ne lui permettent pas d'aller faire un long séjour dans le chef-lieu du département. »

Décret du 12 août 1792. — L'abolition de la distinction du point de vue des droits politiques en citoyen actif et non actif enlève sa base à la distinction en matière de jury. Le choix peut donc s'exercer sur tous les citoyens âgés de 25 ans.

LOI DE NIVÔSE, AN II. — Sur ces bases, la loi de Nivôse an II remit à l'agent national du district, qui avait remplacé le procureur syndic, le soin de choisir les citoyens de plus de 25 ans aptes à remplir les fonctions de juré. Les renseignements étaient fournis par les agents nationaux des communes et c'est

⁽²⁰⁾ *Archives nationales*, D. 3, 321, section Moderne. Cité par MARVILLET, *De l'indemnité des jurés*, p. 25.

d'après eux et ses connaissances personnelles que l'agent du district établissait une liste dans la proportion de un pour mille habitants (article VI).

C'était donc ici le pouvoir exécutif qui choisissait les jurés. Aucune indépendance ne pouvait être attendue de ce jury en matière touchant à la politique. De plus, le choix, abandonné à des fonctionnaires inférieurs sans mesure de contrôle, fut vite aveuglé par la routine administrative et donna des résultats déplorable. Il y a là une première preuve de la difficulté d'une bonne méthode de recrutement du jury et de l'insuffisance d'une autorité unique supposée éclairée.

Les témoignages des contemporains abondent : « Jusqu'ici, on a pris le premier venu pour juré ; les passions révolutionnaires ont envahi la fonction, le jugement par juré n'a été d'ordinaire que le jugement d'un groupe d'ignorants » ⁽²¹⁾.

« Les jurys temporaires de l'an II n'ont point été moins féconds en égorgements que le jury perpétuel du tribunal révolutionnaire. Aussitôt que l'accusation et la défense prennent un caractère politique et s'adressent aux passions, le jury devient terrible à l'innocence. Il est la sauvegarde des brigands » ⁽²²⁾.

Par contre, Delpierre ⁽²³⁾ constate que chez nous, depuis la Révolution, le jury n'a bien justifié les espérances qu'on en avait conçu que relativement à la répression des délits ordinaires tels que le meurtre, le

(21) CHAZAL, Séance du 6 Pluviôse 1790, *Archives parlementaires*, 1800 à 1860, I, II, p. 190.

(22) BÉRANGER, 14 Pluviôse 1790, *ibid.*, p. 301.

(23) TRIBUNAT, 7 Pluviôse, *ibid.*, p. 216.

vol, l'incendie. Chaque fois que les crimes se présentent, les jurés sont inexorables.

On avait dès ce moment créé parmi les listes une section composée de notaires, hommes de loi, banquiers, négociants, qui avaient la préférence lorsque la question soumise au jury touchait à des notions techniques : crimes de faux, de banqueroute frauduleuse, de détournement de deniers publics, etc...

Cette innovation de la loi des 16-29 septembre 1791 n'a pas été conservée. Elle nous semble cependant une mesure excellente.

CONSTITUTION DU 5 FRUCTIDOR, AN III. — La liste des jurés est alors dressée par l'autorité administrative placée à la tête du département d'après les renseignements à elle fournis par les administrations locales. Elle comprend les citoyens âgés de 30 ans qui sont locataires d'une habitation d'un revenu évalué à 100 journées de travail ou qui sont fermiers ou métayers de biens donnant un revenu égal à 200 journées de travail.

LOI DU 6 GERMINAL AN VIII. — Cette loi venait modifier le recrutement du jury dans le même sens que la Constitution du 22 Frimaire an VIII venait de modifier le corps électoral. Le système de l'élection substitué à celui de la désignation allait-il donner de meilleurs résultats ? On se rendit dès l'abord compte que ce système ne pouvait fonctionner qu'après une certaine éducation du suffrage populaire et l'on chargea provisoirement les juges de paix de choisir tous les trois mois un nombre de citoyens

triple de celui que le canton devait fournir, soit 3 sur 100. Le sous-préfet réduisait la liste des deux tiers. Puis le préfet, en conseil de préfecture, réduisait de moitié ces listes dont le total formait la liste définitive sur laquelle les jurés étaient tirés au sort.

Quels ont été les résultats de ce système ? L'élément judiciaire est pour la première fois admis à intervenir, mais il faut noter que le juge de paix d'alors est élu et qu'il a le souci de sa réélection. En fait, on note à ce moment que le niveau intellectuel du jury est extrêmement bas ; on constate même, et les présidents d'assises en font avec humeur la remarque, que des individus peu recommandables s'y glissent, aucun système de notation des peines n'existant à ce moment. On voit surtout des illettrés et des gens dénués de toute hauteur de jugement. L'instruction dans les campagnes est presque nulle. Incapables de suivre les débats, ces jurés optent sous les influences les plus éloignées des véritables considérations de justice ⁽²⁴⁾.

LOI DU 16 THERMIDOR AN X. — La modification apportée par cette loi consiste à prévoir que les quelques jurés qui se sont montrés à la hauteur de leur tâche feront partie d'une « liste de confiance » dont les membres sont nommés à vie par les assemblées cantonales. C'est aussi le moyen de relever le niveau intellectuel du jury. On est amené, pour simplifier, à prendre le critérium de la propriété et des hautes fonctions pour distinguer les capacités.

(24) Voir MARVILLET, *op. cit.*, p. 43, et les références citées.

Les auteurs de mémoires sur la question concluent que la classe pauvre n'est aucunement qualifiée pour bien juger et qu'il n'y a qu'à l'écarter pour avoir de meilleurs jurys. Le Premier Consul peut adjoindre aux électeurs du département 20 citoyens remplissant des conditions d'admission déterminées, notamment certains membres de la Légion d'honneur.

Ces tendances ne sont pas entièrement satisfaites et l'on voit des critiques radicales s'élever. En effet, le système de recrutement, simpliste, ne pouvait aller chercher, dans une époque troublée, les quelques personnes dénuées de parti pris et suffisamment cultivées. En outre, la longueur excessive des sessions, l'insuffisance des indemnités effraient les personnes capables qui mettaient tout en œuvre pour fuir un honneur gênant et dispendieux.

LE CODE DE 1808. — L'élaboration du Code d'instruction criminelle et celle du Code pénal donnèrent lieu à un très important débat sur l'existence du jury dans la législation nouvelle qu'il s'agissait d'instaurer, à une consultation générale des cours et tribunaux, à un avis exprimé en Conseil d'Etat par une délégation de la Cour de cassation, enfin à de très nombreux opuscles et mémoires ⁽²⁵⁾.

Le résultat en fut la suppression du jury d'accusation, mais le maintien, en vertu du principe de séparation du fait et du droit, du jury de jugement. Le recrutement en était organisé sur une base toute nouvelle et paraissant tout à fait propre à pallier à l'in-

(25) Voir dans ESMEIN, *op. cit.*, p. 485 à 504, une analyse très abondante de ces écrits et discours.

convénient essentiel qui était apparu au cours des années précédentes : l'insuffisance du niveau intellectuel des jurés.

On posait en effet que, outre la condition d'être âgé de 30 ans et de jouir des droits civils et politiques, il fallait faire partie de *catégories* de citoyens délimitées par la loi qui étaient :

1° Les citoyens aptes aux fonctions électives, c'est-à-dire les grands propriétaires et les 300 contribuables les plus imposés ;

2° Les citoyens investis de fonctions publiques ou d'emplois principaux, banquiers ou commerçants payant les quatre premières patentes ;

3° Les citoyens désignés par le ministre sur renseignements et avis du préfet.

Une liste de session de soixante noms était dressée tous les trois mois par le préfet sur la réquisition du président des Assises. Le président réduisait de vingt-quatre noms cette liste.

Il était à ce moment facile, et c'est en effet par là que cette organisation en principe très bonne prétait le flanc à la critique, de faire aux prescriptions légales des entorses continuelles. Le préfet, dont les décisions n'étaient susceptibles d'aucun recours sauf les observations d'ordre administratif, choisissait les jurés comme il était le plus conforme aux vues du gouvernement. Faute d'être contre-balancé, ce pouvoir était devenu arbitraire et le jugement par jurés devint selon l'expression de Faustin Hélie ⁽²⁶⁾, un jugement par commissaire.

(26) *Code d'instruction criminelle*, t. VII, p. 126.

Un pareil jury ne pouvait, dans des matières touchant à la politique ou à la chose publique, montrer beaucoup d'indépendance. Il fut cependant constaté qu'il faisait, dans les affaires courantes, montre d'une plus grande intelligence et de plus de sûreté dans la répression.

LOI DU 27 MAI 1827. — La Restauration, qui devait dans le domaine politique élargir le corps électoral ⁽²⁷⁾, devait, suivant une pratique maintes fois observée, modifier parallèlement le recrutement du jury. Le cens de 300 francs de contributions directes était, avec l'âge de 30 ans, le seul critère. Et même des citoyens pauvres qui se faisaient remarquer par leurs talents étaient dispensés du minimum de contribution. Ces citoyens étaient inscrits sur une liste de 800 par département. Cette liste était permanente et publique. Un recours était prévu devant le Conseil de préfecture en cas d'inscription irrégulière ou de défaut d'inscription. Cette stabilité des listes est un avantage, notamment en ce qu'elle permet un contrôle tout à fait appréciable et qu'il est, à l'heure actuelle, permis de regretter. Mais le choix de la liste annuelle, soit 300 noms, incombait au seul préfet, qui dans cette opération pouvait faire prévaloir ses vues. S'il ne voyait pas dans l'exercice de ce droit un intérêt suffisant, il l'abandonnait à un fonctionnaire subalterne et on voyait alors siéger sur les bancs du jury de petits commerçants et des propriétaires et, au titre des « capacités » adjointes aux censitaires, des hommes publics de petite envergure encore agi-

(27) Lois des 5 février 1817 et 29 juin 1820.

tés de l'idéologie révolutionnaire, portés à faire à la cause application de principes qui auraient dû lui rester étrangers.

LE DÉCRET-LOI DU 7 AOÛT 1848 ⁽²⁸⁾. — Là encore, l'innovation en matière politique va se retrouver dans le jury. Cette fois elle est radicale. La Révolution de 1848 abolit toute espèce de cens et le suffrage universel va pousser certains esprits d'une logique simpliste à demander le droit universel d'être juré. C'est là l'objet du projet de loi Crémieux publié au *Moniteur* du 5 août 1848. Fort heureusement il ne fut pas pris en considération et nous voyons, pour opérer un tri qui, tout critérium simple faisant défaut, comporte des difficultés évidentes, faire appel à des commissions. C'est là le système dont le décret-loi du 7 août 1848 fait la première application et que désormais on ne va pouvoir que perfectionner.

D'abord était dressée dans la commune une liste générale des citoyens âgés de 30 ans, capables civilement et civiquement, sachant lire et écrire. Un recours était prévu devant le Conseil municipal, ouvert aux intéressés. Ici il était, au contraire, plutôt à craindre que les listes ne soient une copie pure et simple de la liste de la population mâle. Une commission cantonale, composée de deux délégués de chaque Conseil municipal, présidée par le conseiller général du canton assisté du juge de paix, était chargée de la formation d'une liste devant comprendre un juré par 200 habitants. Cette commission était formée suivant

(28) Exposé des motifs et discussion, D. 1848, 4, 141.

les principes qui subsistent aujourd'hui de la prépondérance des éléments électifs et du contrôle de représentants d'une autorité plus stable : administration et justice. Tout était prévu pour un bon fonctionnement. Les conseils municipaux connaissant les hommes, les juges de paix et le Conseil général ayant la possibilité de réfréner les écarts.

En fait, le fonctionnement de ce système faiblissait dans la mesure où les hommes chargés de l'appliquer s'écartaient des principes à eux tracés : des conseils municipaux présentèrent des listes composées d'amis politiques et non les meilleurs, ceux-ci s'étant soigneusement fait exclure ; d'autres refusèrent de désigner qui que ce fût, estimant trop onéreuse la fonction de juré. Enfin on constata l'insuffisance de l'influence du juge de paix, qui pourtant aurait pu être excellente.

On enregistra comme conséquences des résultats tels que les suivants : « La démagogie ayant, dans le département de la Haute-Loire, envahi les mairies, les conseils municipaux et par suite les commissions de révision des listes, cette invasion produisit ses fruits. »

« Avant 1848, dans ce département, la moyenne des acquittements était de 33 %. En juin 1851, sur 8 accusations sans caractère politique, 5 acquittements sont prononcés ; sur 15 accusés, il y en a 11 d'acquittés.

« Puis le personnel des mairies devenant meilleur, les listes annuelles s'améliorèrent également. En juin 1852, en moyenne, sur 4 accusations, 2 condamna-

tions et 2 acquittements sont prononcés. En décembre 1852, après la révocation des maires soupçonnés de socialisme et la dissolution des conseils municipaux composés de partageux, dans 9 affaires sur 10 des condamnations furent prononcées. Sur 12 accusés, 10 furent condamnés ⁽²⁹⁾. »

Rien ne montre mieux quelle répercussion la composition du jury peut avoir sur la répression.

En général, le jury de 1848 donne lieu aux critiques actuellement faites, avec cette aggravation venant du fait qu'à cette époque l'instruction, peu répandue dans la classe ouvrière et surtout dans les campagnes, obligeait à admettre dans les jurys, malgré les prescriptions de la loi, une partie d'illettrés. Ils n'étaient pas en mesure de saisir les arguments développés devant eux, et malgré l'exposé que faisait alors le président le plus clairement et impartialement possible, ils votaient au petit bonheur.

LOI DU 4 JUIN 1853. — Les qualités qu'avait montré au début le jury de 1848 avaient bientôt diminué du fait du recrutement de plus en plus défectueux ⁽³⁰⁾. On en vint alors à répudier l'ancienne notion du droit à être juré pour concevoir cette fonction comme un devoir auquel seuls seront appelés les hommes reconnus capables de le bien remplir.

On réduit d'abord le nombre des jurés à désigner par an pour l'arrondissement, soit un juré pour 600 habitants (au lieu de 200).

(29) Rapport du Président des Assises de la Haute-Loire, cité par MARVILLET, *op. cit.*, p. 58.

(30) Rapport LANGLOIS, *Moniteur* du 11 mai 1853.

On confie ensuite le choix à une commission composée des maires du canton et présidée par le juge de paix. Cette commission cantonale diffère de celle de la loi de 1872 par le caractère des maires, qui sont alors désignés par le gouvernement au lieu d'être élus.

Une seconde commission de contrôle, composée de juges de paix et présidée par le préfet ou sous-préfet, réduit au nombre indiqué plus haut les listes des cantons. L'importance dans ces commissions du pouvoir politique est, on le voit, considérable.

On aboutit en fait à un jury composé de bourgeois, de fonctionnaires, de propriétaires, gens instruits et ayant une certaine habitude des hommes, accoutumés à agir en public et à discuter des notions dépassant leurs seuls intérêts immédiats. Ils se montrèrent fermes dans la répression. Il faut cependant reconnaître qu'ils ne représentaient, au point de vue social et au point de vue tendances, qu'une part assez faible de la population. On recherchait les individus qui avaient fait preuve de fermeté. Une circulaire du 26 janvier 1857 contient les instructions suivantes : « Les procureurs généraux et impériaux près les Cours d'assises doivent essayer de connaître ce qui se passe dans l'intérieur de la chambre des délibérations du jury. Ils doivent ensuite signaler aux procureurs généraux les retranchements à opérer en ce qui concerne les jurés qui n'auraient pas montré l'attitude convenable. »

Excellente en soi, cette tendance se manifeste trop ouvertement et provoque les récriminations de Jules

Ferry à la Chambre. Certains écrits officiels marquent avec netteté le désir de faire d'une classe unique et assez étroitement limitée la source essentielle des jurés. Les citadins seraient préférés aux campagnards, les riches aux pauvres, les intellectuels aux manuels ; c'est là ce qui se dégage des instructions adressées les 26 janvier 1857 et 27 novembre 1862 aux présidents d'Assises.

Il est bien évident que la question à la solution de laquelle s'attachent ces divers systèmes législatifs est délicate. A vrai dire, elle ne peut être résolue entièrement par une règle unique. La capacité de juger ne se discerne pas avec un seul critère. Il est enfin préférable de ne jamais affirmer au grand jour la nécessité d'exclusions semi-officielles qui sont toujours mal vues.

On se rendit du reste si bien compte du caractère antidémocratique du régime de 1853 que, dès la naissance de la III^e République, un décret ⁽³¹⁾, pris par le Gouvernement de la défense nationale, l'abrogea et, n'ayant pas les loisirs nécessaires à l'établissement de son remplacement, remit purement et simplement en vigueur le régime de 1848, avec liste générale d'où étaient exclus seulement les incapables et les indignes. Ce régime provisoire devait bientôt faire place à celui qui est encore en vigueur.

La loi que vota le 21 novembre 1872 l'Assemblée Nationale a voulu constituer, mieux que ne l'avait fait le décret de 1848, un jury intelligent et, mieux que ne l'avait fait la loi de 1853, un jury indépendant. A

(31) Décret des 14-17 octobre 1870, D. P. 1870, 4, 97.

l'élément *électif* de 1848 est substitué, pour présider à la formation des listes du jury, l'élément *judiciaire*, combiné, dans une certaine proportion, avec l'élément *électif*.

Mais, avant de passer à ce dernier état du jury qui mérite une étude spécialement détaillée, l'examen des formes adoptées à l'étranger doit trouver sa place.

CHAPITRE II

Les enseignements du droit étranger et colonial

Plus nettement encore que l'histoire de son passé, l'examen des formes contemporaines du jury va nous montrer des conceptions diverses et nous permettre de tirer des conclusions sans encourir le reproche d'être exclusivement « *laudator temporis acti* ».

Nous allons voir des législations comme celle de la Grande-Bretagne conserver un mode de recrutement aristocratique, diviser son jury en jury civil et en jury pénal et obtenir, par une réglementation serrée, un instrument de répression contre lequel les auteurs anglais n'élèvent point, à la différence des nôtres, de sévères critiques.

Nous verrons aussi un mouvement, d'origine récente celui-là, appeler dans une proportion déterminée au jury des citoyens donnant des garanties de compétence : c'est le système italien et belge.

Enfin, d'autres législations conservent entier le respect pour le peuple juge souverain et, telle la France, ne posent point de restrictions à la fonction de juré.

Certes, il existe une différence bien plus radicale entre les formes adoptées à l'étranger et la nôtre :

c'est en ce qui touche, non plus le recrutement, mais la compétence des juges populaires : jurés ou échevins ou assesseurs.

Par là, cette question sort de notre étude, mais il faut d'un mot la situer : le juré a des fonctions temporaires, limitées à une session ; il siège en nombre généralement important (12 au moins) ; dans la forme la plus pure du jury, il statue sur la seule culpabilité et sans donner de motifs de son verdict.

L'échevin a des fonctions permanentes, ou du moins pour un temps plus long ; il siège en nombre à peine plus grand que les magistrats ; sa compétence s'étend à la culpabilité et à la peine, sur lesquelles il délibère en commun avec la Cour. Il motive ses verdicts, puisqu'aussi bien ceux-ci ne sont pas distincts dans le jugement.

Plus spécialement, l'assesseur, dans le système que consacre notre législation coloniale, n'est associé avec le magistrat professionnel que sur la question principale (culpabilité, peine, dommages-intérêts), mais tout incident relève de la Cour seule.

Nous rangerons l'étude des diverses organisations du jury criminel autour des trois grands principes auxquels peut se référer leur système de recrutement. Nous serons ainsi amené à classer en trois groupes les Etats. Ceux dans lesquels le principe populaire, celui admis en France, est appliqué. Ceux qui s'attachent à appeler au jury les citoyens les plus considérables par la fortune. Ceux enfin qui prennent avant tout les capacités intellectuelles, prouvées par les grades universitaires et les fonctions sociales, pour critérium.

Une telle classification ne peut viser à une exactitude absolue, étant donné la diversité des buts que l'on relève chez la plupart des législations. Cependant une conclusion pourra être tirée de l'examen, sous cet angle, des systèmes adoptés.

SECTION I

JURY POPULAIRE

Allemagne

Une récente réforme est venue modifier profondément l'organisation judiciaire en Allemagne. La loi du 4 janvier 1924 ⁽¹⁾ a un but de simplification et d'économie. Elle restreint le nombre des juges et des échevins composant les « Schäfen gerichte ». Le juge de paix cantonal juge seul les contraventions, les petits délits. Quand le procureur le requiert, il lui est adjoint deux échevins ou un second juge. Les tribunaux régionaux, statuant sur l'appel des décisions du juge cantonal, sont aussi composés de juges (1 ou 3) et de deux échevins.

Mais, à côté de ces tribunaux d'échevins qui peuvent parfois connaître des crimes, la juridiction de droit pour ceux-ci est la Cour d'assises, composée de magistrats et de jurés.

(1) *Annuaire de Législation étrangère*, 1924, p. 297.

Les crimes punis de réclusion, de forteresse, de dix ans de prison au maximum, sont de la compétence des Cours d'assises, à moins qu'ils ne relèvent de la Cour d'Empire. La compétence de la Cour d'Empire est limitativement précisée par la loi.

Une particularité de cette législation est que les décisions des Cours d'assises rendues par le jury et les juges sont susceptibles de révision.

Cette révision est faite par les Cours d'appel (composées de 3 juges et de 2 échevins) si la révision n'est motivée que par la violation d'un principe de droit contenu dans la loi des pays.

La Cour d'Empire statue dans les autres cas.

Le rôle des échevins étant ainsi très rapidement délimité, et on voit qu'il est important, quelle est l'organisation du jury et son mode de recrutement ?

Organisation.

La Cour d'assises est composée de trois juges et de six jurés qui statuent en commun sur la culpabilité de la peine. Les jurés statuent les premiers, la majorité des deux tiers est requise. Si aucune majorité absolue ne se réunit, la solution la plus favorable parmi celles proposées est adoptée.

Les jurés ont pendant les débats les mêmes droits que les échevins. Ils peuvent intervenir aux débats, car le principe de la non manifestation de leur opinion est moins strictement sanctionné que chez nous.

En général, du reste, les causes de nullité sont nombreuses.

Recrutement.

Chaque année, au début de septembre, une liste de jurés est dressée par une commission communale. Cette commission est présidée par le maire et composée de quatre ou six personnes désignées par lui.

Cette première liste est soumise à une nouvelle commission réunie par le chef du district ; celui-ci désignera les personnes qui lui paraissent particulièrement aptes à remplir les fonctions de juré. La nouvelle liste, obtenue après triage, sera soumise au président du Tribunal de première instance.

Celle-ci réunira une commission qui dressera, en novembre au plus tard, la liste définitive des jurés pour le ressort et pour l'année. Cette dernière commission se compose du président, de trois juges et de cinq personnes dignes de confiance.

La liste définitive doit être publiée.

Ces dispositions de la loi du 23 janvier 1919 ⁽²⁾ ont modifié celles de la loi du 27 janvier 1877 par l'intervention dans les commissions, autrefois purement judiciaires, de certains éléments populaires paraissant présenter des garanties d'indépendance pour la désignation de leurs concitoyens.

En outre, les femmes peuvent, en vertu de la loi du 25 avril 1922, être appelées au jury. Elles sont, d'ailleurs, admises à se récuser sous réserve de la preuve, très largement comprise, de leurs obligations de famille. Dans le même ordre d'idées, les médecins,

(2) *Annuaire de Législation étrangère*, 1920, p. 267.

les membres d'associations religieuses ayant un statut commun, sont admis à se récuser.

Une rémunération est assurée aux jurés sous forme d'indemnités de chômage forcé qui viennent s'ajouter aux indemnités de déplacement déjà prévues par la loi du 31 mars 1880.

Autriche

La loi du 23 mai 1873 ⁽³⁾ fixait comme conditions particulières, pour être admis à faire partie du jury, la jouissance du droit de bourgeoisie, la résidence depuis un an dans la commune du domicile actuel et un chiffre de contributions directes de 10 ou 20 florins, suivant les localités.

Mais la législation autrichienne de 1873 présentait cette curieuse particularité de permettre la suppression, pour un an au plus, de la compétence du jury en certaines matières : « Lorsqu'il s'était produit des faits de nature à rendre cette mesure nécessaire pour assurer l'administration impartiale et indépendante de la justice. »

Dès lors l'opinion publique prenait une grande importance. En 1909, une femme fut acquittée avec son amant bien que de très graves présomptions pèsent sur elle d'avoir tué sa mère pour en hériter, la défense ayant plaidé l'irresponsabilité. Un très vif mouve-

(3) *Annuaire de Législation comparée*, 3^e année, p. 247.

ment d'opinion marqua ce verdict et la presse demanda la modification du jury ⁽⁴⁾.

Ce fait divers et bien d'autres du même ordre devaient entraîner une réforme qui vient d'avoir son aboutissement. A la suite d'acquittements scandaleux, une loi, publiée le 3 avril 1932 ⁽⁵⁾, enlève au jury les procès de meurtre et d'assassinat pour les confier à un tribunal composé, sur le modèle allemand, de trois juges et de six échevins.

La réforme actuelle n'est qu'un compromis entre les desiderata de l'opinion qui demandait la suppression pure et simple des jurés et échevins et l'ancien système. Seule l'opposition du parti socialiste empêcha d'aboutir la réforme demandée qui, étant d'ordre constitutionnel, exigeait l'adhésion des deux tiers du Parlement.

Colonies françaises

Les lois en vigueur dans les colonies françaises comportent à peu près toutes les formes de participation des non professionnels à l'administration de la justice répressive.

Il existe en effet un premier groupe dans lesquelles la répression des crimes est confiée à des Cours d'assises comme celles de la métropole, avec séparation complète des deux éléments et avec recrutement des

(4) *Revue pénitentiaire*, 1910, p. 550.

(5) *Le Temps*, 4 avril 1932.

(6) FUZIER Herman, *Répertoire*. V^o Jury supplément.

jurés déterminé par des règles à peu près analogues à celles suivies en France. Ce sont les vieilles colonies (Antilles et Réunion), qui ont été dotées de ce régime par la loi du 27 juillet 1880, après avoir vécu plus de cinquante ans sous le régime de l'assessorat, établi par les ordonnances du 30 septembre 1827 et du 24 septembre 1828.

La loi du 5 mars 1932 ne contient aucune disposition modifiant le régime, dans ces colonies, de participation du jury à l'établissement de l'arrêt. Elles gardent donc l'aspect le plus pur de la Cour d'assises classique, qui n'existe plus en France.

Un type tout différent, l'assessorat, existe en Algérie, concurremment avec la Cour d'assises.

§ 1. — ALGÉRIE

C'est le décret du 24 octobre 1870, pris par le Gouvernement de la Défense Nationale, qui a institué le jury en Algérie. Il appliquait donc le système de 1848. La loi du 21 novembre 1872 n'ayant pas été promulguée en Algérie, c'est donc encore par ce régime qu'était assuré le recrutement des jurés jusqu'à la loi du 24 juillet 1910 qui, modifiant celle du 30 décembre 1902, a déclaré applicable à l'Algérie la loi de 1872.

A côté des Cours d'assises, organisées comme en France sauf que la liste de session comprend 24 membres citoyens français et non 36, ce qui restreint l'exercice du droit de récusation, il existe des Cours criminelles, application de l'assessorat.

Les Cours d'assises, dont la compétence est fixée par l'article premier de la loi du 30 décembre 1902 ⁽⁷⁾, jugent : 1° les Français, les non-musulmans français ou étrangers, les musulmans non originaires d'Afrique ; 2° les crimes commis par des musulmans avec la participation des individus de la première catégorie.

La Cour criminelle, siégeant au chef-lieu de chaque arrondissement, est composée du président et de deux juges ou conseillers, assistés de deux assesseurs jurés français et de deux musulmans. Ils délibèrent ensemble tant sur la culpabilité que sur la peine.

Après que tous ont voté au scrutin secret sur chaque chef d'accusation, le président fait connaître les conséquences légales du verdict et consulte les magistrats et les assesseurs sur l'application de la peine (art. 10).

Les assesseurs français sont pris sur les listes des jurés des Cours d'assises, désignés suivant le mode de la loi de 1872, sauf que tout fonctionnaire chargé d'un service actif est atteint d'incompatibilité.

Les assesseurs musulmans sont « tous les musulmans domiciliés dans le canton, majeurs d'après la loi musulmane, âgés de 25 ans au moins, capables de comprendre la langue française et, autant que possible, d'écrire en français leur nom ainsi que les réponses affirmatives ou négatives ».

Le travail de la commission cantonale se borne donc à une vérification de ces capacités. La commission d'arrondissement dresse une liste de vingt assesseurs jurés musulmans.

(7) D. 1903, 4, 48.

Les Cours criminelles sont la juridiction à laquelle sont soumis les seuls musulmans d'Afrique non naturalisés. La participation de Français entraîne compétence de la Cour d'assises.

Le système de la Cour criminelle algérienne est le type même de l'assessorat. En effet, les assesseurs ne se réunissent à la Cour que pour le verdict. Les autres questions de droit (qualification, questions à poser) restent de la compétence de la Cour seule. Sinon on se rapprocherait de l'échevinage.

Ce système a été élaboré afin de remédier à l'inconvénient résultant de ce que les jurés nombreux qui composaient la Cour d'assises étaient difficiles à réunir, la charge étant pour eux très lourde et, en outre, de ce qu'une partialité caractérisée en faveur des colons était reprochée à ce jury européen.

§ 2. — MADAGASCAR, TUNISIE, MAROC

Ici nous voyons fonctionner l'échevinage avec le décret du 9 juin 1896 (art. 13) pour Madagascar, la loi du 27 mars 1883 (art. 5) pour la Tunisie, la loi du 12 août 1913 (art. 11) pour le Maroc.

Les tribunaux ou cours fournissent trois magistrats, auxquels sont adjoints des assesseurs jurés (deux à Madagascar, six en Tunisie et au Maroc).

Les assesseurs ont « voix délibérative sur toutes les questions », ce qui est le propre de l'échevinage.

Il existe encore des systèmes mixtes, mais peu souhaitables, et qui tendent à disparaître, tel celui de la Guyanne où trois magistrats statuent seuls sur la

peine, les dommages, la compétence, les incidents et se réunissent aux quatre assesseurs pour statuer sur la culpabilité.

Le principe général est, dans toutes les colonies, l'association aux magistrats de colons et des indigènes. On n'a pas limité ce système à la Cour criminelle. On l'a adjoint au Tribunal correctionnel et même de simple police. Tel est le décret du 9 août 1903, qui institue auprès du juge de paix l'assistance d'un fonctionnaire ou notable français et d'un notable indigène pour juger les délits.

La souplesse de cette institution est telle qu'elle permet des variations du collège d'assesseurs suivant la nationalité du prévenu ou de l'accusé. L'idée de souveraineté territoriale, qui dans la métropole s'oppose à l'accès d'étrangers au jury quand un étranger est jugé, n'a pas ici la même force. Les Cours criminelles d'Algérie, d'Indochine, les Tribunaux criminels du Maroc et de Tunisie admettent l'adjonction au jury de compatriotes de l'étranger.

§ 3. — INDOCHINE

La Cour criminelle de Saïgon est composée de trois conseillers et de deux assesseurs désignés par le sort sur une liste de vingt notables jouissant de leurs droits civils et politiques ⁽⁸⁾.

Les assesseurs sont français ou indigènes selon que les accusés sont européens ou asiatiques. La liste des

(8) FUZIER Herman, *Répertoire*. V^o Indochine.

assesseurs est dressée chaque année par une commission composée du lieutenant gouverneur général de Cochinchine, du président du Tribunal de Saïgon, d'un membre du Conseil colonial et d'un membre du Conseil municipal.

La liste indigène est dressée chaque année par le lieutenant gouverneur de Cochinchine, en conseil privé, sur la proposition du procureur général. (Décrets du 17 juin 1889 et du 17 mai 1895.)

La Cour délibère avec les assesseurs sur la culpabilité. Puis elle applique seule la peine.

Genève

Le Code d'instruction criminelle du 25 octobre 1884 a été modifié sur ce point par la loi du 1^{er} octobre 1890 et postérieurement par la loi du 10 février 1904 ⁽⁹⁾.

L'article 273 de la loi de 1890 pose que, « lorsque le jury, en matière criminelle ou correctionnelle, a rendu un verdict de culpabilité, la Cour, composée du président de la Cour de justice du canton ou d'un juge délégué par lui et de deux assesseurs ou de leurs suppléants, se réunit au jury pour délibérer et statuer sur l'application de la peine ».

D'autre part, il faut noter que le président assiste avec voix consultative aux délibérations du jury sur la culpabilité et que la Cour est composée du prési-

(9) *Revue de Droit pénal international*, 1931, p. 377

dent et de deux assesseurs jurés dépourvus de toute culture spécialement juridique.

Il y a donc une place extrêmement large faite à la juridiction populaire, qui est en même temps très effectivement soutenue et guidée par le juge professionnel.

Pologne

L'article 83 de la Constitution de mars 1921 introduisit en Pologne le jury. C'est en gros le système français qui a été adopté, avec tendance vers un demi-échevinage. Il n'y a pas de participation du jury à la peine.

Fonctionnement.

Le Gouvernement de la République Polonaise a réorganisé les tribunaux par l'ordonnance du 6 février 1928 ⁽¹⁰⁾, véritable code où se trouvent réunies toutes les matières dispersées dans notre Code de procédure civile, d'instruction criminelle et dans des lois particulières.

Par ailleurs, l'ordonnance du 19 mars 1928 ⁽¹¹⁾ constitue le Code de procédure criminelle. La tendance qui se manifeste dans les Etats slaves de l'Europe Centrale vers la suppression pure et simple du

(10) Exposé sommaire des Travaux législatifs de la Diète et du Sénat polonais, vol. IV, fasc. 1, p. 31.

(11) *Ibid.*, p. 100.

jury et de l'échevinage pour faire place à la compétence exclusive des juges de carrière n'a pas triomphé ici. La Bulgarie et la Yougoslavie ont supprimé déjà toute forme de juridiction populaire. La Pologne, ainsi que la Tchécoslovaquie, se sont bornées à limiter l'étendue de sa compétence : l'article 20 de l'ordonnance du 19 mars 1928 pose que le Tribunal d'arrondissement, avec l'assistance de jurés, connaît des infractions pour lesquelles la loi prévoit la peine de mort ou la peine privative de liberté à perpétuité, de celles pour lesquelles le minimum prévu par la loi est une peine privative de liberté de dix ans, des infractions qualifiées de politiques par la loi.

Mais surtout l'article 472 permet l'appel des arrêts même d'acquiescement, devant les Cours d'appel qui ne comportent pas l'assistance des jurés, appel qui porte (art. 458) tant sur la culpabilité que sur la peine et peut être formé tant par les parties que par le procureur.

L'article 27 de l'ordonnance du 6 février sur l'organisation des Tribunaux prévoit la suppression pour trois mois au plus, « si cette mesure apparaît commandée par les intérêts de l'ordre ou de la sûreté publique », du concours des jurés aux Tribunaux d'arrondissement.

La délibération des jurés s'effectue en la présence du président, qui ne prend part ni à la délibération ni au vote, mais donne aux jurés des éclaircissements touchant la procédure de délibération et de vote, fournit les éclaircissements demandés par eux et rectifie les affirmations manifestement démenties au

cours de l'audience (art. 424). En cas de doute, il peut rouvrir les débats pour éclairer les jurés (art. 425). Si la Cour admet à l'unanimité que le jury a répondu à tort, affirmativement ou négativement, à la question concernant la faute, elle peut annuler la déclaration et renvoyer l'affaire à la session suivante.

Il y a donc là une série de mesures très heureuses, assurant une surveillance effective des erreurs du jury.

Recrutement.

C'est dans l'ordonnance du 6 février 1928 que se trouvent, au titre V, les dispositions visant le recrutement des jurés.

Sont appelées à remplir les fonctions de jurés les personnes du sexe masculin qui : a) possèdent la nationalité polonaise et jouissent de la plénitude des droits civils et civiques ; b) ont 30 ans accomplis et moins de 70 ; c) habitent depuis deux ans au moins le territoire de la commune ; d) comprennent le polonais ; e) savent lire et écrire.

Ne peuvent être jurés les individus condamnés à une peine privative de liberté ou sous le coup d'une telle peine, ceux qui subissent une peine privative de liberté ou sont arrêtés en vertu d'une décision du tribunal, les infirmes, les personnes entretenues aux frais de la bienfaisance publique et les individus faisant métier de la prostitution.

Ne peuvent également être choisis les députés, sénateurs, magistrats, fonctionnaires de police, militaires, ecclésiastiques, médecins dans les localités où il ne

se trouve pas plus de deux médecins, pharmaciens n'ayant pas d'aide-pharmacien, infirmiers des hôpitaux.

Sont dispensés : les personnes ayant 65 ans accomplis ou ayant rempli ces fonctions l'année précédente, hauts fonctionnaires de l'Etat, instituteurs dans les écoles primaires n'ayant qu'un seul instituteur, personnes nommées par le ministre indispensables dans un service public.

Les jurés reçoivent une indemnité en compensation des pertes subies du fait de l'arrêt de leur travail journalier, ainsi que le remboursement de leurs frais de déplacement.

Un avis autorisé a été donné sur l'institution et son fonctionnement par M. Stanislas Rappaport, juge à la Cour suprême de Varsovie, qui affirme que dans un Etat qui a reconstruit son indépendance seulement au xix^e siècle, une tradition née des Cours d'assises n'existe pas ⁽¹²⁾.

Il déclare que cette institution, « pleine de gloire mais surannée », n'a jamais pris racine en Pologne et en ce qui concerne les tribunaux d'échevins.

« Je sais seulement, mais cela je le sais de ma propre expérience, que sur notre sol ils donnaient un tableau des tiraillements intimes continuels des deux éléments qui composaient le tribunal, dont un se considérait comme l'exécuteur des commandements de la loi et l'autre comme le représentant et le seul interprète compétent de la conscience sociale. »

(12) Rapport pour le Congrès de Palerme, *Revue internationale de Droit pénal*, 1931, p. 401.

L'auteur reconnaît toutefois que cette appréciation ne vaut que dans les conditions particulières que l'on observe en Pologne.

SECTION II

JURY ARISTOCRATIQUE

Angleterre

Organisation.

Terre d'élection du jury, l'Angleterre lui a donné l'extension la plus grande : grand jury d'accusation, petit jury de jugement, jury civil, jurys spéciaux.

En raison de ses très nombreuses applications, le jury anglais exige fréquemment le concours des citoyens. Des demandes ont été faites en vue de sa restriction, mais le traditionalisme s'oppose à ces réformes.

Cependant une loi récente du 30 juillet 1918 ⁽¹³⁾ élève à 25 ans l'âge de capacité des jurés, qui était de 20 ans, amende la législation en ce qui concerne le recrutement et permet aux coroners de se passer, dans certains cas, du concours du jury d'accusation.

Les assises ont lieu deux fois par an dans tous les

(13) *Annuaire de Législation étrangère*, 1921.

comtés, à l'exception de Londres et du comté de Middlesex où elles se tiennent huit fois.

Une réforme d'une très grande portée juridique a été apportée par la loi du 28 août 1907 ⁽¹⁴⁾ à son fonctionnement. La loi précitée admet l'appel contre les verdicts pour violation de la loi. C'est donc plutôt une révision. Mais le texte ajoute : « L'appel sera ouvert pour erreur sur le fait ou pour des moyens mêlés de fait et de droit avec la permission de la Cour d'appel et du juge qui présidait la Cour d'assises où la décision a été rendue. »

C'est à la suite d'erreurs nombreuses que cette loi, qui atteint la souveraineté du jury puisque la Cour d'appel qui révise ses décisions n'est composée que de magistrats professionnels, a été proposée sur l'initiative des juges.

Recrutement.

Les listes dont le juge a besoin pour constituer le jury de la session sont demandées par lui au shérif. Elles comprennent de 48 à 72 noms. Mais, comme les jurés ne sont obligés de siéger que pendant la moitié de la session, on double généralement le nombre ⁽¹⁵⁾.

De plus, il est nécessaire, s'il y a plusieurs accusés dans la même affaire, de prévoir un nombre de jurés suffisant pour que chaque accusé puisse exercer le nombre de récusations auquel il a droit.

Le shérif extrait ces listes du « jurer's book », liste

(14) *Revue pénitentiaire*, 1911, p. 218.

(15) FUZIER Herman, *Répertoire*. V^o Jury, n^o 405.

annuelle des jurés tant civils que criminels. Le « jurer's book » est arrêté par les juges de paix qui, réunis en petite session, ont entendu et jugé les réclamations faites sur la liste dressée par les marguilliers et les administrateurs des pauvres de la paroisse. Établie avant le 1^{er} septembre de chaque année, elle reste affichée trois semaines, après quoi les juges de paix statuent sur les réclamations. Le juré absent qui ne présente pas d'excuse valable est condamné à une amende de 2 livres sterling au moins. Si l'on présume sa mauvaise volonté, on peut le frapper de cette amende pour chaque affaire de la session.

Pour pouvoir être inscrit sur le « jurer's book », il faut être âgé de 25 à 60 ans, être Anglais ou résider depuis dix ans en Angleterre. Il faut en outre payer la taxe des pauvres ou être taxé pour l'impôt des maisons, dans les villes de 20.000 habitants à raison d'une rente de 1.250 francs, à raison d'une rente de 750 francs dans les paroisses rurales.

Il y a des exemptions nombreuses pour les personnes dont les fonctions sont mêlées à l'administration de la justice ou qu'il est d'un intérêt public de ne pas sacrifier au service du jury : les pairs, les membres du Parlement, les juges, les membres du clergé, les docteurs en droit, les avocats, les attorneys, sollicitors et procureurs, les officiers et employés de toutes les Cours de justice, les coroners et officiers de prison, les médecins, chirurgiens et apothicaires, les officiers de terre, de mer et des ports, les officiers des douanes, toute la Maison du Roi, les officiers du

shérif, les hauts constables et les chefs de paroisses ⁽¹⁶⁾.

Le shérif a aussi pour mission de porter sur le « jurer's book » la liste, séparée de la liste ordinaire, de ceux qui seront appelés à siéger dans les affaires criminelles délicates. Le recours à ce jury spécial est laissé à l'initiative de l'attorney dans les cas autres que ceux de haute trahison ou dans ceux où la peine capitale est encourue.

La composition de ce jury spécial, laissée à l'appréciation du shérif, donne de plus grandes garanties de compétence et d'intelligence : les bourgeois, gros marchands, esquires y sont appelés de préférence.

Il est bon de rappeler que le shérif, dont le pouvoir est si important, est un magistrat nommé par le Gouvernement, mais pour une année seulement et avec changement obligatoire au bout de ce temps, d'où son indépendance.

Il existait enfin une disposition favorable aux étrangers qui autorisait ceux-ci à demander qu'une moitié du jury soit composée de leurs compatriotes. Mais elle a été abrogée par l'act du 12 mai 1870, article 5 ⁽¹⁷⁾.

Etats-Unis

Ici, comme en Angleterre, on voit le jury recevoir trois applications :

(16) *Répertoire général*, v^o Jury, n^o 403.

(17) *Annuaire de Législation étrangère*, 1870, p. 7.

Jury d'accusation ou grand jury ;
Jury de jugement correctionnel ou criminel ;
Jury de jugement des affaires civiles.

Recrutement.

Tous ces jurés sont extraits d'une liste générale dressée par les soins du greffier du tribunal ou par un ou plusieurs fonctionnaires spéciaux ou « jury commissioners ». Il suffit d'être citoyen américain, de payer l'impôt, d'être âgé de plus de 21 ans et de moins de 60 ans.

Dans la plupart des Etats, la loi confie la formation de ces listes à un groupe de « commissioners » afin de mettre obstacle aux fraudes qui se pratiquaient autrefois dans cette opération. La loi prescrit même que les « commissioners » devront être nommés ou élus de telle manière que la commission comprenne, outre le greffier, un citoyen notable du parti opposé à celui du dit greffier.

Aujourd'hui ces listes sont établies sans fraude, mais c'est dans la confection de chaque jury en particulier que les abus s'introduisent.

Organisation.

Le grand jury ou jury d'accusation se compose de 13 à 25 membres. Il prend connaissance de la procédure, peut entendre les témoins, dresse l'acte d'accusation. La mise en accusation ne peut être prononcée qu'à la majorité de 12 voix. Le jury est appelé à statuer dans le cas où l'accusé plaide l'insanité. L'accusé a le droit de récuser 30 jurés sans motif si la peine

encourue est la mort, 20 si la peine est la prison à vie ⁽¹⁸⁾.

Le jury de jugement, auquel sont soumis les crimes et les affaires civiles, statue tantôt sur le fait seul, tantôt sur le fait et le droit après les explications données par le président.

Si les listes sont établies d'une façon assez impartiale, les abus s'introduisent par le moyen des récusations (challenges). Le système des récusations, très largement compris, est considéré comme la défense la plus effective du droit individuel. C'est par cette conception trop scrupuleuse que nous allons voir dégénérer en abus une pratique bonne dans son principe.

Les récusations péremptoires sont nombreuses, mais leur nombre est limité. Après cela, il y a place pour des récusations motivées en nombre indéfini. Pour écarter du jury de jugement les volontés et les intelligences, le moyen est simple : la défense fait subir aux jurés un interrogatoire. Avez-vous lu les journaux à propos de cette affaire ? Quels journaux ? Avez-vous une opinion formée ? Sur une réponse douteuse, le président est toujours amené à accorder la récusation.

Après cela il y a presque toujours possibilité, étant donné le rôle très actif que prend le président dans les débats, de faire, par la procédure du « *New trial* », déclarer abusive cette intervention.

Enfin, si un verdict de condamnation est rapporté, ce qui implique l'unanimité, la défense peut procéder

(18) FUZIER Herman, *Supp. Répertoire*. V^o Jury, n^o 399.

au « Poll of the jury », c'est-à-dire demander individuellement à chaque juré : « Gentleman du jury, avez-vous réellement voulu rendre un verdict mûrement médité en cette cause et sous le serment que vous avez prêté et dont vous répondrez devant le Dieu Tout-Puissant au jour du jugement dernier ? Dites-nous maintenant quel est votre verdict ? »

Ces procédés amènent un encombrement des juridictions supérieures et surtout le triomphe de ceux qui peuvent supporter de longues procédures et les frais qu'elles entraînent.

SECTION III

JURY D'INTELLECTUELS

Grèce

Le recrutement est confié aux maires qui, tous les ans, se bornent à reviser les listes des personnes ayant la capacité légale. La liste est révisée par le préfet. Cette organisation est très sommaire ⁽¹⁹⁾.

La capacité paraît être assez strictement conçue. Outre les censitaires, on appelle au jury les maîtres des Ecoles préparatoires et des Universités, les membres de l'Académie des Sciences licenciés, les notaires.

En raison de ces catégories assez limitées (encore

(19) DEMOMBYNES, *Const. Europ.*, I, I, § 828 à 831.

que la loi stipule qu'à défaut d'un nombre suffisant de propriétaires on fera appel à ceux dont la fortune se rapproche de celle exigée), on a institué un recours devant le tribunal, qui juge sommairement et d'urgence les demandes de ceux qui déclarent faire partie de ces catégories ou au contraire devoir en être écartés.

Italie

L'Italie vient, par la loi du 14 octobre 1930, de modifier son système de recrutement du jury. Elle était auparavant sous le régime du Code pénal de 1889, qui n'était pas sans défaut puisque la « *Rivista Penale* » ⁽²⁰⁾ signale qu'en juillet 1921, les listes de l'année n'ayant pas été élaborées, les jurés furent pris sur la liste de 1920 et le verdict rendu fut cassé.

Actuellement, les Cours d'assises comprennent deux magistrats et cinq assesseurs ⁽²¹⁾.

Les assesseurs doivent appartenir à des catégories bien déterminées de citoyens, parmi lesquels les membres du Grand Conseil, les sénateurs, les députés, les membres actifs et honoraires des Académies et des grands Corps scientifiques, littéraires, artistiques, les recteurs des Universités, les professeurs des lycées, les podestats des communes de plus de 5.000 habitants,

(20) Mars 1922, p. 589.

(21) *Revue internationale de Droit pénal*, p. 400, rapport d'AMELIO.

les auteurs d'ouvrages scientifiques ou littéraires ou d'autres œuvres remarquables de l'intelligence.

Le choix des citoyens appartenant à ces catégories est l'œuvre du Premier Président, qui en transmet la liste au Ministère de la Justice. Le nombre est d'ailleurs très restreint, ce qui permet de faire le meilleur choix possible et de ne confier les fonctions d'assesseur qu'à des citoyens se trouvant en mesure de les remplir.

Toutes les fois qu'ils y seront appelés, leur nomination aura lieu par décret royal. Les assesseurs jouissent des honneurs et prérogatives des conseillers.

Ils sont rétribués par des jetons de présence et ont droit au remboursement de tous leurs frais de voyage, de séjour. Ils délibèrent sur le fait et ensuite sur la peine.

On retrouve dans cette conception du jury l'écho du régime qui l'a inspirée et que la nouvelle Encyclopédie italienne définit ainsi par la plume de M. Mussolini lui-même : « Le fascisme est opposé à un régime démocratique qui égalise le peuple en l'abaissant au niveau de la majorité » ⁽²²⁾.

Belgique

Organisation.

Depuis le 23 août 1919 est appliqué, en Belgique, le système de réunion du jury et de la Cour pour la

(22) *Le Temps*, 12 juin 1932.

fixation de la peine. Les résultats en sont ainsi appréciés ⁽²³⁾ :

« Cette réforme a donné d'excellents résultats. Les acquittements dans les affaires où la matérialité des faits est établie sont devenus extrêmement rares. L'inégalité et l'indulgence excessives dans la répression ne se constatent plus en Belgique. »

Recrutement.

Une proposition récente, adoptée par la section centrale de la Chambre des représentants, admettait le principe du choix des jurés dans des catégories déterminées de citoyens.

A la discussion, les partis de gauche obtinrent que le projet soit amendé dans un sens démocratique et que les jurés soient pour moitié tirés parmi les électeurs. Tel est le système de la loi du 21 décembre 1932 ⁽²⁴⁾.

La Belgique avait du reste, antérieurement à ce mode de recrutement, celui institué par la loi du 7 octobre 1830, qui n'appelait au jury que les personnes répondant aux titres suivants ⁽²⁵⁾ :

1° Electeurs payant en contributions directes une somme variant suivant les provinces ;

2° Indépendamment de toute contribution foncière, les membres de la Chambre des représentants, des Conseils provinciaux, bourgmestres, échevins, conseillers communaux, secrétaires et receveurs des com-

(23) SASSERATH, *Les lois inopportunes*, *Revue de Droit pénal et de Criminologie*, 1931, p 619 et suiv.

(24) *Revue internationale Droit pénal*, 1932, p. 119.

(25) FUZIER Herman, v° Jury, n° 390.

munes d'au moins 4.000 âmes, docteurs en droit ou en médecine, sciences et lettres, ingénieurs diplômés, notaires, avoués, pensionnaires de l'Etat jouissant d'un traitement de 1.000 francs au moins.

On voit que ce pays eut toujours une conception très haute de la fonction de juré.

Roumanie

Un système assez simpliste, établi par la loi du 13 septembre 1890, laisse au préfet le droit d'établir une liste sur laquelle sont tirés au sort les jurés. Sont portés sur ces listes les individus âgés de 25 ans qui ont une instruction secondaire, ou exercent une profession libérale, ou possèdent un certain revenu. C est donc à un jury « bourgeois » que l'on a affaire ici. Mais, plus que la condition d'un revenu, celle d'une instruction secondaire est à retenir ici.

En outre, seuls sont portés sur les listes les habitants de la ville où siège la Cour d'assises, ce qui limite la charge imposée aux citoyens (26).

Sans entrer dans l'examen du fond des divers systèmes qui viennent d'être passés en revue, on constatera tout d'abord que rares sont les pays où le jury n'ait pas sa place marquée dans l'organisation judiciaire.

Cependant il n'existe pas aux Pays-Bas. Il a une part fort restreinte au Danemark, où seuls lui sont

(26) FUZIER Herman, v^o Jury, supplément, n^o 431 bis.

soumis les crimes emportant peine capitale ; en Suède, où les seuls délits de presse sont soumis à des jurés. En Egypte, le Code d'instruction criminelle de 1904 ne prévoit pas le jury criminel.

L'existence, dans un groupe non négligeable de législations contemporaines, de mesures tendant à la mise en relief, pour la formation des jurys, des intelligences et des connaissances générales, vaut d'être soulignée en vue de conclusions postérieures à en tirer pour la modification des pratiques françaises.

DEUXIÈME PARTIE

Etude critique de la pratique actuelle

CHAPITRE PREMIER

Le recrutement du jury dans la loi du 21 novembre 1872

Les textes du Code d'instruction criminelle, mais surtout la loi du 21 novembre 1872, fixent d'une façon très nette la conception actuelle du législateur en matière de jury. Mais, et c'est le principal intérêt d'une étude de cette question, la loi ne peut avoir ici qu'une portée souvent insuffisante sur le fonctionnement de l'institution. Son rôle est de poser des principes : âge, capacité, mode de désignation. Dans le respect de ces formes juridiques se trouve la garantie de justice qu'attendent les individus. On ne peut dire que cela soit tout, car le fond de l'institution peut être vicié tout en restant dans l'observation des règles légales. L'esprit des textes importe autant que leur lettre et c'est à le dégager que viseront les développements qui vont suivre.

La distinction en cause de déchéance, d'incapacité, d'incompatibilité, d'exclusion, de dispenses sera modifiée sur deux points : d'abord en ce que l'exclusion des serviteurs à gages a été supprimée par la loi du

13 février 1932 qui a en même temps fait de la situation d'illettré une cause d'incapacité (1).

Ensuite en ce que la notion de déchéance pour cause d'indignité nous paraît devoir être élargie. Le terme même nous paraît préférable à celui d'incapacité. Il était employé par le projet, mais fut écarté, car il impliquait une idée de peine et que l'idée de peine ne paraît pas justifiée quand il s'agit de « ceux qui sont en état d'accusation de contumace » (§ 6), « ceux qui sont sous mandat d'arrêt ou de dépôt » (§ 10). Cette considération ne nous paraît pas déterminante.

Il ne faut pas reculer devant la force du terme quand il s'agit d'une magistrature aussi haute dont le prévenu doit être aussi fortement exclu que le condamné.

§ 1. — APTITUDE

Les conditions d'aptitude réunies dans l'article premier nouveau de la loi du 21 novembre 1872 sont : l'âge de 30 ans, un minimum d'instruction et la jouissance des droits civils, politiques et de famille.

▲) *Age.* — L'âge de 30 ans est considéré comme celui auquel, dans la majorité des cas, l'esprit a acquis l'expérience de la vie suffisante pour apprécier sainement les mobiles et la portée d'un acte, a perdu cette impulsivité et ce jugement entier qui sont le propre de la jeunesse. On remarque que cet âge est

(1) En la reportant à l'article premier de la loi de 1872.

plus avancé que celui qui est exigé des magistrats, soit 23 ans. C'est qu'on a dû se borner à établir un critérium en quelque sorte forfaitaire, sans avoir d'autre moyen d'élimination.

La minorité de 30 ans est une cause de nullité du verdict lorsque le juré de moins de 30 ans a siégé parmi le jury de jugement ou a été porté sur la liste de session comportant, au moment du tirage trente jurés seulement. Il faut que cet âge n'ait pas été atteint au jour de l'ouverture de la session ⁽²⁾.

b) *Instruction*. — Partagé entre le désir de faire du jury un corps capable de comprendre un débat et, d'autre part, la nécessité d'admettre la nation entière au jugement populaire, le législateur s'est borné à écarter les illettrés. C'est là un minimum auquel on est bien obligé de s'arrêter, sans quoi on aurait vu des jurés dans l'impossibilité de rédiger leur bulletin, de lire la déclaration s'ils étaient chefs du jury ⁽³⁾.

Il y a lieu, du reste, de préciser que si rien dans les débats n'est venu révéler l'ignorance complète du juré et si le verdict a pu être rendu, la Cour de cassation est dans l'impossibilité de vérifier et de constater que l'un des jurés était illettré et doit repousser la preuve offerte.

La loi de 1872 assimilait, dans son article 4, aux

(2) Cassation, 23 juillet 1885, B. Cr., 223.

(3) La *Revue pénitentiaire* rapporte qu'au cours d'une délibération, le chef du jury ayant trouvé sur la question de culpabilité 5 « non » et 7 « oui » dont l'un était écrit « voui », crut devoir faire voter à nouveau. Il ne se trouva plus alors que 6 « oui », l'auteur du « voui » ayant préféré écrire « non » que révéler son ignorance. Ce juré peu lettré répondait cependant au vœu de la loi et c'est assez dire combien cette exigence est peu sévère.

illettrés les domestiques attachés à la personne, s'appuyant sur ce qu'un lien de domesticité enlevait à leur verdict l'indépendance nécessaire dans le cas où ils siègeraient à côté de leur maître. La loi du 13 février 1932 ⁽⁴⁾ vient d'écarter cette cause d'incapacité.

Cette conception est parfaitement défendable, mais il serait à souhaiter que si cette innovation reçoit des applications, il soit, par souci d'équilibre, fait un appel plus effectif aux éléments dirigeants de la société, plus conscients de leurs responsabilités et de la portée d'un verdict de fortune.

c) *Jouissance des droits civils, politiques, de famille.* — Il s'agit ici des personnes qui n'ont jamais eu de droits civils, politiques et de famille et non de ceux qui les ont perdus à la suite d'une décision de justice, car ceux-ci sont visés par l'article 2, 12°, et nous préférons désigner sous le nom de déchéance cette hypothèse.

L'incapacité véritable, c'est-à-dire l'absence radicale de tout droit et non pas seulement un obstacle à son exercice, est la qualité d'étranger.

Les étrangers jouissent des mêmes droits civils que les Français, mais il ne saurait être question de droits politiques ou civiques.

L'étranger non naturalisé est absolument inapte à être juré. Cette incapacité ne saurait être couverte par la possession d'état. Ici, comme il est de règle générale en cette matière, la preuve de l'extranéité, de l'erreur sur laquelle repose la prétendue possession d'état doit être rapportée ⁽⁵⁾.

(4) *Journal Officiel*, 15 février 1932.

(5) Cassation, 8 janvier 1865, D. 65, 5, 97.

Mais la qualité d'étranger doit avoir été signalée avant l'ouverture des débats, sinon la Cour de cassation ne saurait exercer son contrôle.

L'extranéité est, comme toute inaptitude, une cause de nullité absolue du verdict. Mais elle ne saurait être prise en considération que si elle est le fait d'un des douze jurés du jugement ou d'un juré de session seulement si, par suite d'absences, le tirage a été effectué sur une liste de trente noms dont celui de l'étranger ⁽⁶⁾.

On pourrait enfin, pour être complet, citer, parmi les causes d'inaptitude, le sexe féminin. Mais en France, où les femmes n'ont pas le moindre droit politique, il n'est pas encore temps de poser la question de leur admission au jury. Nous avons vu cependant bien des pays étrangers les y faire figurer.

§ 2. — CAPACITÉ

Les incapacités peuvent, ainsi que le remarque un auteur ⁽⁷⁾, être considérées comme de deux sortes : les incapacités légales et, à côté d'elles, faisant échec au principe bien connu que les incapacités sont de droit étroit, des incapacités naturelles.

A) *Incapacités légales*. — Les principales résultent du principe posé dans l'article 2, 12°, de la loi du 21 novembre 1872. Elles méritent seules le nom d'incapacité, car le fait d'être mineur de 30 ans, de ne pas savoir lire, d'être privé de ses droits, non seulement

(6) Cassation, 9 avril 1829.

(7) GARRAUD, *op. cit.*, I, IV, p. 109 et notre 33.

de leur exercice mais dans leur jouissance, constitue une inaptitude, comme l'indique l'article premier, et le fait d'avoir été condamné devrait être appelé indignité.

Cet article 2, 12°, vise la perte de *l'exercice* des droits civils, civiques et de famille qui atteint l'interdit, l'individu pourvu d'un conseil judiciaire, l'aliéné interné.

Ces personnes sont « incapables » d'être jurés mais elles n'y sont point inaptes et cette distinction doit avoir l'effet habituel, à savoir que le verdict n'est pas nul en cas de participation de l'une d'elles au jury.

B) *Incapacités naturelles*. — Ces incapacités ont dû être admises par les Cours d'assises en l'absence de tout texte prévoyant le cas du sourd, par exemple, qui ne peut suivre les débats oraux. La Cour de cassation, il est vrai, ne consent qu'à regret à admettre cette incapacité sans texte et exige une surdité absolue (8). Il a dû en être de même pour le paysan qui, n'entendant que son patois, est incapable de saisir les réquisitoires et plaidoiries en français.

Ces incapacités, si elles sont constatées par le procès-verbal et prouvées, entraînent la nullité de la procédure.

§ 3. — INDIGNITÉ

L'article 2 frappe de déchéance perpétuelle ou temporaire, suivant la nature et la gravité de la faute

(8) Cassation, 5 avril 1906, D. P. 1910, 5, 28.

commise, ceux que cette faute a montrés comme indignes de juger leurs concitoyens.

A) *Déchéances perpétuelles* (art. 2, § 1° à 10° compris). — Il suffit de se rapporter au texte de l'article 2 pour connaître ces dispositions qui ne sont pas susceptibles, étant des incapacités, donc de droit étroit, d'une interprétation jurisprudentielle.

La loi a cru devoir spécifier que les peines criminelles emportaient déchéance du droit d'être juré. Elle aurait pu s'en dispenser, ces peines emportant privation des droits civiques, civils et politiques et l'article premier ayant déjà visé cette situation.

L'indignité est entraînée par les condamnations à plus de trois mois d'emprisonnement. Mais la loi corrige ce que cette disposition aurait de fâcheux pour la bonne considération du jury en déclarant qu'emporte le même effet toute condamnation, même minime, pour des faits déshonorants tels que le vol, l'escroquerie, les attentats aux mœurs. Outre les condamnations pénales, la loi reconnaît certains faits tels que la faillite prononcée par un tribunal de commerce, la destitution dont est frappé un officier ministériel, comme privant définitivement du droit de participer à un verdict.

La controverse la plus délicate qui se soit élevée en la matière est la question de savoir si le commerçant déclaré en liquidation judiciaire était apte à être juré et si sa présence ne viciait pas le verdict par extension des dispositions de l'article 2, 8°, qui visent le commerçant failli non réhabilité.

On faisait valoir, dans le sens de la négative, qu'il

s'agissait de donner après coup à un tribunal de commerce une autorité indirecte sur un arrêt rendu par une Cour d'assises ⁽⁹⁾ et que le liquidé judiciaire est privé par la loi d'un des droits civiques, celui d'être nommé à une fonction élective. Mais les Cours d'assises et la Cour de cassation ont écarté cette solution en mettant en avant le principe de l'interprétation restrictive des textes portant déchéance. On a souligné en outre que la loi du 4 mars 1889 ne prive le liquidé judiciaire que du droit d'être élu et non des droits civiques en général, ce qui permet d'échapper à l'incapacité générale de l'article premier ⁽¹⁰⁾.

Une autre observation doit être faite au sujet du § 5° de l'article 2 visant « les condamnés à l'emprisonnement pour outrages à la morale publique et religieuse, attaque contre le principe de la propriété et les droits de famille, délits commis contre les mœurs par un des moyens énoncés dans l'article premier de la loi du 17 mai 1819 ». Les deux dernières catégories d'infractions comprises dans cette énumération ne tombent plus sous l'application de la loi, les textes qui les réprimaient ayant été abrogés par la loi du 29 juillet 1881. Les délits d'opinion pouvant donner lieu à des procès de tendances sont supprimés.

Quant au délit d'outrages aux mœurs, la loi du 29 juillet 1881 a, il est vrai, abrogé l'article premier de la loi du 17 mai 1819, mais elle a maintenu les moyens qu'il énumère en les reproduisant dans ses

(9) LE SELLYER, *Traité de la compétence et de l'organisation des Tribunaux chargés de la répression*, t. I, n° 231.

(10) Cassation, 26 janvier 1926, D. P. 1926, 1, 193.

articles 23 et 28. Il faut en conclure que la condamnation à l'emprisonnement pour outrages aux bonnes mœurs rend celui qui l'a subie incapable d'être juré.

b) *Déchéances temporaires* (art. 2, 11°). — D'une durée de cinq ans pour les condamnations à moins de trois mois d'emprisonnement pour une cause autre que celles spécifiées au § 5°, cette déchéance peut être sanctionnée grâce à la pratique des Parquets, qui se font envoyer les casiers judiciaires des jurés portés sur la liste de session.

c) *Résultats de la conception actuelle*. — La matière des incapacités est celle sur laquelle les plus utiles réformes pourraient être apportées. Nous verrons bientôt quelles réserves il faut faire sur l'aptitude à bien discerner les vrais mérites que montrent les commissions. Pour atténuer les inconvénients d'un choix qui souvent ressemble à celui du hasard, il n'est pas de moyen plus efficace que d'écarter tous ceux qu'on a pu, à un certain moment, trouver en défaut.

Malheureusement, c'est du principe inverse que l'on part. On s'empresse de restituer aux citoyens le droit d'être juré de crainte de paraître écarter systématiquement certains, d'être par là en contradiction avec le principe de la justice populaire. Dans l'impossibilité aussi où l'on se trouvait de mettre en application des exigences plus sévères, on s'est contenté des indications du casier judiciaire. La loi ne voit pas d'inconvénient à ce que, six ans après avoir passé deux mois en prison pour abandon de famille ou pour coups

et blessures, ou encore après avoir été condamné à des amendes réitérées pour ivresse, un individu vienne prendre place sur les bancs du jury. Quant aux condamnés à des amendes ou aux individus de mauvaise réputation, ils ne peuvent être écartés que par récusation s'ils sont appelés au jury de jugement. Il arrive que, soucieux de se faire une réputation d'honnêteté, ils intriguent pour se faire admettre au jury.

Il n'existe aujourd'hui aucun moyen de se procurer sur leur passé les renseignements nécessaires. Leurs connaissances personnelles doivent suffire au maire ou au juge de paix, qui pourtant est quelquefois étranger au canton.

On doit en outre remarquer que le juge de paix ne se fait pas délivrer de bulletin n° 2 ni au moment d'aller présider la commission cantonale, ni au moment d'aller à celle d'arrondissement. D'ailleurs, il ne le pourrait pas car le droit de demander le bulletin ne lui appartient qu'en matière de contestation électorale.

L'article 17 de la loi du 21 novembre 1872 ne lui fait une obligation de faire connaître les causes d'indignité ou d'incompatibilité qu'en ce qui concerne les membres de la liste annuelle arrêtée et en application.

L'avocat général ou le procureur de la République se font bien envoyer le bulletin n° 2 des jurés de session. Mais c'est au moment de leur inscription qu'il faudrait écarter les indignes.

§ 4. — INCOMPATIBILITÉS

A) *Absolues*. — Les incompatibilités absolues c'est-à-dire celles qui tiennent aux fonctions et durent autant qu'elles, à la différence des incompatibilités relatives qui ne concernent qu'une seule affaire, ont été établies par la loi dans le but d'éviter qu'un service public n'en désorganise un autre, ou encore qu'un juré n'ait sur ses collègues un ascendant excessif.

L'article 3 de la loi du 21 novembre 1872 en donne une énumération qui doit d'autant plus être considérée comme limitative qu'elle est très minutieuse. Nous ne pouvons qu'en donner copie avec quelques commentaires sur les points qui ont été précisés par la jurisprudence ⁽¹¹⁾ :

1° Ministre, sous-secrétaire d'Etat ou secrétaire général d'un ministère ; 2° député ; 3° membre du Conseil d'Etat ou de la Cour des comptes ; 4° préfet, secrétaire général, sous-préfet, conseiller de préfecture ; 5° membre de la Cour de cassation et des Cours d'appel, juge titulaire ou suppléant des tribunaux civils et de commerce, officier du ministère public près les tribunaux de première instance ⁽¹²⁾ ; 6° juge de paix ⁽¹³⁾ ; 7° commissaire de police ⁽¹⁴⁾ ;

(11) Voir, pour cette énumération et ses applications, LE PORTEVIN, *Dictionnaire des Parquets*, v^o Jury, n^{os} 5 et 6, et FUZIER HERMAN, *ibid*.

(12) Il n'y a pas incompatibilité avec les fonctions de greffier d'Appel, de Première instance et de Justice de paix (Cassation, 5 avril 1883, *Bull. Crim.*, n^o 86).

(13) Pas d'incompatibilité pour les magistrats du ministère public près le Tribunal de simple police (Cassation, 9 août 1894, *Bull. Crim.*, n^o 221).

8° militaire de l'armée de terre ou de mer en activité de service et pourvu d'un emploi ⁽¹⁵⁾ ; 9° fonctionnaire ou préposé du service actif des Douanes, des Contributions indirectes, des Forêts, de l'État et de l'Administration des Télégraphes ⁽¹⁶⁾ ; 10° instituteur primaire communal ⁽¹⁷⁾.

Les principales controverses se sont élevées en ce qui concerne les suppléants de juges de paix et les conseillers prud'hommes.

En ce qui concerne les suppléants de juge de paix, un arrêt du 1^{er} juin 1878 ⁽¹⁸⁾ écarte cette fonction du nombre de celles qui entraînent une incompatibilité en raison de l'attention toute spéciale que le législateur a portée sur un point voisin, le cas des suppléants dans les tribunaux civils et de commerce, sans statuer sur celui-ci. D'où présomption qu'il n'a pas voulu l'établir, corroborée par le principe des incapacités de droit étroit.

(14) Ne s'étend pas aux commissaires de surveillance administrative des chemins de fer (Cassation, 24 décembre 1875, D. 77, 1, 287).

(15) Ne sont pas considérés comme militaires des armées de terre ou de mer et peuvent par suite faire partie du jury : les capitaines de la marine marchande, les trésoriers des invalides de la marine, les agents et commis du commissariat de la marine.

L'incompatibilité existe au contraire à l'égard des gardes du Génie, des ingénieurs hydrographes attachés au Dépôt des cartes et plans de la Marine, d'un pharmacien-major attaché comme professeur à une Ecole de pharmacie militaire.

(16) Sont considérés comme étant en service sédentaire et peuvent faire partie du jury : les receveurs principaux et les receveurs buralistes des Contributions indirectes, les percepteurs des Contributions directes, les contrôleurs des Douanes, les inspecteurs des Forêts, les rédacteurs de l'Administration des Postes et Télégraphes.

(17) Ce sont les seuls membres du corps enseignant dont les fonctions soient incompatibles. Aucune incompatibilité n'existe avec les fonctions de professeur de Faculté.

(18) D. P. 1879, 1, 483.

Pour les conseillers prud'hommes, des arrêts contradictoires ⁽¹⁹⁾ sont intervenus.

Dans le sens de l'incompatibilité, l'arrêt de la Cour d'assises de la Seine du 1^{er} avril 1912 assimile cette fonction à celle de juge. La note placée sous cet arrêt au Dalloz en précise les raisons : « La loi du 19 juillet 1905 a placé les conseils de prud'hommes » dans les attributions et sous la surveillance du ministre de la Justice « et celle du 27 mars 1907 l'a fait entrer définitivement dans l'organisation judiciaire. C'est devant les tribunaux civils qu'ils prêtent serment, c'est au procureur de la République qu'appartient l'action disciplinaire et la prise à partie est autorisée devant la Cour d'appel. »

Mais, in fine, cette note faisait, au nom des textes, certaines restrictions. L'arrêt de la Cour de cassation du 2 janvier 1913 allait, donnant toute leur valeur aux arguments tirés des textes de la loi du 21 novembre 1872 et de l'article 383 du Code d'instruction criminelle, adopter la solution inverse. Les incompatibilités étant de droit étroit, les fonctions de conseiller prud'homme n'étant pas expressément visées, la Cour suprême, tranchant définitivement la controverse, pose le principe de la non-incompatibilité.

Deux problèmes sont encore venus se poser en conséquence de modifications législatives postérieures à la loi.

La création du Sénat devait-elle, suivant un principe déjà posé dans le Code de Brumaire an IV, com-

(19) Pour l'incompatibilité : C. Ass. Seine, 1^{er} avril 1912, D. 1912, 2, 227 ; contre : Cass., 2 janvier 1913, D. P. 1913, 1, 303.

porter l'incompatibilité des fonctions de sénateur avec celles de juré ? C'était là une entorse à la stricte interprétation de l'article 3 de la loi de 1872. Elle s'imposait cependant et en 1884, un sénateur ayant demandé sa radiation, bien que n'étant pas en session la Cour d'assises de la Seine, par un arrêt du 16 septembre 1884, accéda à ce désir ⁽²⁰⁾.

Par contre, la loi du 9 décembre 1905, portant dans son article 2 que « la République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte », allait priver de signification l'article 3 déclarant incompatibles avec les fonctions de juré celles de ministre d'un culte reconnu. Aussi, en 1911, un prêtre put siéger dans un jury ⁽²¹⁾.

b) *Incompatibilité relative*. — L'article 392 du Code d'instruction criminelle pose, en ce qui concerne les jurés, une règle qui s'inspire, comme l'article 237 pour les magistrats, du souci de ne pas admettre au jugement quelqu'un dont l'opinion a pu être déjà influencée soit par les événements auquel il a été mêlé, soit par un sentiment d'affection ou de respect.

C'est ainsi que sont écartés tout officier de police judiciaire qui a accompli dans l'affaire un acte de sa fonction, toute personne entendue comme témoin, expert, interprète.

De même les parties : dénonciateurs, plaignants, partie civile civilement responsable ne peuvent être jurés dans l'affaire.

Enfin, l'article 406 pose que tout juré ayant siégé

(20) *Gaz. Trib.*, 17 septembre 1884.

(21) Voir *Revue pénitentiaire*, 1911, p. 881.

dans une affaire, si l'affaire est renvoyée avant le verdict, ne peut être juré quand l'affaire revient, cela sans doute par extension de la règle que le juré ne doit communiquer avec personne depuis l'ouverture des débats jusqu'au verdict.

Il n'existe aucune cause d'incompatibilité à raison de la parenté ou de l'alliance existant entre des membres du jury ⁽²²⁾, entre des jurés et des témoins ⁽²³⁾, entre des jurés et des membres de la Cour d'assises ⁽²⁴⁾, entre des jurés et la victime ou l'accusé ⁽²⁵⁾. à raison de ce que l'accusé aurait été attaché au service d'un des jurés ⁽²⁶⁾.

L'arrêt du 27 septembre 1860, dans le cas particulièrement typique où un lien de parenté avait été allégué entre l'accusé et un des jurés, maintient le principe de la stricte interprétation des textes portant incapacité ou incompatibilité. Il donne du reste comme correctif nécessaire à cette solution un peu étrange la faculté de récusation sans motif.

§ 5. — DISPENSES ET EXCUSES

La loi du 21 novembre 1872 a posé dans un texte particulier, l'article 5, que le fait d'avoir fait partie l'année précédente du jury, d'avoir plus de 70 ans, enfin d'avoir besoin de son salaire journalier peut

(22) Cassation, 11 mars 1865 (D. 1865, 5, 98).

(23) Cassation, 17 avril 1821 (*Bull. Crim.*, n° 64).

(23) Cassation, 24 septembre 1829 (D. 1829, 1, 364).

(25) Cassation, 8 mars 1850 (S. 1853, 1, 385) ; 27 septembre 1860 (S. 1861, 1, 100).

(26) Cassation, 14 septembre 1905 (*Bull. Crim.*, n° 443).

être invoqué par tout citoyen appelé aux fonctions de juré en vue d'être dispensé de ce devoir. La rédaction même du texte montre la différence essentielle entre ces derniers cas et les précédents : tout bénéficiaire d'une cause d'excuse peut y renoncer et siéger, aucune nullité de verdict ne sera encourue ⁽²⁷⁾.

Mais si le juré qui a siégé l'année précédente au jury criminel peut se faire dispenser ⁽²⁸⁾, il a été discuté sur la situation de celui qui a fait l'année précédente partie du jury d'expropriation. Le motif, à savoir éviter à un citoyen un service répété et par là excessif, valait toujours, mais la Cour de cassation ⁽²⁹⁾ vit dans l'article 5 une disposition à caractère limitatif et ne laissa au juré dans cette condition que la ressource d'invoquer une excuse dont les effets sont à peu près identiques.

Beaucoup plus pratique est la disposition du § 2 de cet article 5 autorisant les ouvriers à se faire dispenser. Par l'usage et la force des choses, pour éviter des réclamations régulières, les commissions s'abstiennent de porter sur leur liste des ouvriers. L'allocation d'indemnité aux jurés par les lois des 19 mars 1907 et 17 juillet 1908 donna alors au Garde des Sceaux, M. Briand, l'occasion de rappeler ⁽³⁰⁾ aux présidents de tribunaux et aux juges de paix faisant partie des commissions qu'il n'y avait jamais eu lieu à une exclusion des ouvriers et qu'il n'y avait doréna-

⁽²⁷⁾ Cassation, 2 décembre 1929 (*Bull. Crim.*, n° 280 pour les septuagénaires).

⁽²⁸⁾ Cassation, 6 septembre 1900 (*Bull. Crim.*, n° 202).

⁽²⁹⁾ *Revue pénitentiaire*, 1911, p. 546.

⁽³⁰⁾ Circulaire des 23-30 janvier 1908, D. P. 1909, 4, 65.

vant aucune raison de ne pas les inscrire. Cependant cette circulaire n'a rien changé à la faculté d'invoquer la dispense.

Les excuses sont certains faits laissés à l'appréciation des magistrats de la Cour et non plus prévus par la loi comme les dispenses, qui peuvent être invoqués par le juré absent à l'appel de son nom et qui, aux termes de l'article 397 du Code d'instruction criminelle, « justifieront qu'il était dans l'impossibilité de se rendre au jour indiqué ».

La Cour de cassation se réserve un contrôle sur l'admission des excuses et, par l'examen des motifs de l'arrêt statuant sur l'excuse, prévient toute tendance vers des excuses de complaisance.

Sont admises : l'excuse provenant de la maladie d'un proche parent, des besoins momentanés du service d'un fonctionnaire que n'atteint pas l'incompatibilité ou encore celles provenant de circonstances que seul le principe de stricte interprétation a empêché d'admettre comme une incompatibilité, par exemple les fonctions de suppléant de juge de paix.

Le juré qui, sans excuse valable et sans avoir été dispensé, ne se présente pas, est passible, d'après l'article 397 du Code d'instruction criminelle, de fortes amendes : 500, puis 1.000, puis 1.500 francs. Ces amendes sont prononcées par la Cour lors de la vérification de la liste de session à laquelle elle procède le premier jour de la session.

Cette vérification a pour but un dernier contrôle en vue duquel les juges de paix sont invités à « instruire immédiatement le premier président de la Cour

ou du Tribunal chef-lieu d'assises des décès, des incapacités ou des incompatibilités légales qui frapperaient les membres dont les noms sont portés sur la liste annuelle » (31).

Mais, surtout, cette opération a pour résultat de vérifier si tous les jurés titulaires et suppléants cités sont bien présents. En fait, il en est toujours d'absents. Dans ce cas, s'ils ne fournissent pas d'explications, ils sont cités à nouveau ou frappés de l'amende, qui peut être abaissée à 200 francs seulement. Cette condamnation étant par défaut, il est toujours fait opposition et le juré fait alors valoir ses excuses.

Quand, par admission de l'excuse, constatation de l'absence, déclaration d'une incapacité, indignité ou incompatibilité, la Cour retranche des jurés, elle doit, dès que le nombre des jurés restant pour la session est inférieur à trente, faire appel aux suppléants se trouvant dans la ville.

Toutes ces règles, dont la plupart sont imposées à peine de nullité, ne modifient pas profondément la physionomie du jury. Il n'est pas facile pour un juré cité de se faire dispenser. Des peines ont même été envisagées contre le médecin convaincu d'avoir délivré un certificat de complaisance et le juré qui se serait fait excuser pour une maladie imaginaire.

C'est plutôt par le fait des récusations de complaisance que l'on voit la liste de session se modifier dans un sens toujours le même : suppression des éléments les plus marquants, les plus capables de résister aux

(31) Article 17 de la loi du 21 novembre 1872.

suggestions tendancieuses de la défense et aussi de prendre à bon escient les responsabilités d'un acquittement qui s'impose.

Sanctions des règles précédentes.

La loi n'attache la sanction de la nullité qu'aux dispositions sur l'aptitude (qui, avec la nouvelle rédaction, depuis la loi du 13 février 1932, comprend la connaissance de la lecture et écriture en français) et sur l'incapacité, la déchéance et l'incompatibilité. Au contraire, le dispensé et le bénéficiaire d'une cause d'excuse, s'ils ne font pas valoir leurs droits, font partie du jury, qui peut délibérer valablement.

D'importantes restrictions doivent encore être faites sur la portée de la participation au jury d'un incapable ou d'un indigne :

1° Seul le verdict de culpabilité peut être attaqué, celui de non-culpabilité restant en tout état de cause acquis à l'accusé ;

2° C'est à l'accusé qu'il appartient, s'il l'invoque, de prouver l'irrégularité de l'inscription d'un juré ;

3° Il faut que le juré ait figuré au moins dans la liste de trente jurés sur laquelle doit être tiré le jury de jugement. S'il y a, par exemple, le nombre maximum de trente-six, la nullité n'est encourue qu'autant que le juré incapable a fait partie du jury de jugement ;

4° La nullité s'apprécie au moment du tirage au sort, à l'audience.

§ 6. — LISTES ANNUELLES

Les dispositions qui précèdent sont d'ordre purement négatif : elles indiquent ceux parmi les citoyens sur qui le choix ne peut porter ; mais la difficulté principale à laquelle se heurte toute loi sur le jury est précisément la désignation, parmi les citoyens aptes et capables, de ceux qui seront appelés à composer le jury.

La loi française s'est remise de ce soin à une commission siégeant au canton et dont les opérations sont soumises à un contrôle par une commission d'arrondissement qui redresse et réunit ces listes pour la constitution d'une liste annuelle. Le texte des articles 6 à 17 de la loi est très précis ⁽³²⁾.

(32) TITRE II. — DE LA COMPOSITION DE LA LISTE ANNUELLE.

6. La liste annuelle du jury comprend :

Pour le département de la Seine, trois mille jurés ; pour les autres départements, un juré par cinq cents habitants, sans toutefois que le nombre des jurés puisse être inférieur à quatre cents et supérieur à six cents.

La liste ne peut comprendre que des citoyens ayant leur domicile dans le département.

7. (*L. 20 janvier 1910.*) Le nombre des jurés pour la liste annuelle est réparti, par arrondissement et par canton, proportionnellement au tableau officiel de la population.

Cette répartition est faite par arrêté du préfet, pris sur l'avis conforme de la commission départementale, au mois d'avril de chaque année, et, pour le département de la Seine, sur l'avis conforme du bureau du conseil général, au mois de juillet.

A Paris, la répartition est faite entre les arrondissements et les quartiers.

En adressant au juge de paix l'arrêté de répartition, le préfet lui fait connaître les noms des jurés du canton désignés par le sort pendant l'année courante et pendant l'année précédente.

8. Une commission composée, dans chaque canton, du juge de paix, président, des suppléants du juge de paix et des maires de toutes les communes du canton, dresse une liste préparatoire

La véritable importance du rôle de ces commissions apparaît quand on constate que, d'après la loi, le nombre de jurés du département est de 1 par 500 ha-

de la liste annuelle. Cette liste contient un nombre de noms double de celui fixé pour le contingent du canton.

Dans les cantons formés d'une seule commune, la commission est composée, indépendamment du juge de paix et de ses suppléants, du maire de la commune et de deux conseillers désignés par le conseil municipal.

Dans les communes divisées en plusieurs cantons, il y a autant de commissions que de cantons. Chacune de ces commissions est composée, indépendamment du juge de paix et de ses suppléants, du maire de la ville ou d'un adjoint délégué par lui, de deux conseillers municipaux désignés par le conseil et des maires des communes rurales comprises dans le canton.

9. A Paris, les listes préparatoires sont dressées pour chaque quartier par une commission composée du juge de paix de l'arrondissement ou d'un suppléant du juge de paix, du maire de l'arrondissement ou d'un adjoint, du conseiller municipal nommé dans le quartier, et, en outre, de quatre personnes désignées par ces trois premiers membres parmi les jurés qui ont été portés l'année précédente sur la liste de l'arrondissement et qui ont leur domicile dans le quartier.

10. (*L. 20 janvier 1910.*) Les commissions chargées de dresser les listes préparatoires se réunissent avant le 15 août, dans le mois fixé par arrêté du préfet après avis du conseil général, au chef-lieu de leur circonscription, sur la convocation spéciale du juge de paix, délivrée dans la forme administrative.

Elles se réunissent au cours de la première quinzaine du mois d'août dans le département de la Seine.

Les listes sont dressées en deux originaux, dont l'un reste déposé au greffe de la justice de paix, et l'autre est transmis au greffe du tribunal civil de l'arrondissement.

Dans le département de la Seine, le second original des listes dressées par les commissions de canton ou de quartier est envoyé au greffe du tribunal de la Seine.

Le public est admis à prendre connaissance des listes préparatoires pendant les quinze jours qui suivent le dépôt de ces listes au greffe de la justice de paix.

11. La liste annuelle est dressée, pour chaque arrondissement, par une commission composée du président du tribunal civil ou du magistrat qui en remplit les fonctions ; le conseiller général d'un canton sera remplacé par le conseiller d'arrondissement ou, s'il y a deux conseillers d'arrondissement dans le canton, par le plus âgé des deux.

A Paris, la commission est composée, pour chaque arrondissement, du président du tribunal civil de la Seine ou d'un juge délégué par lui, président, du juge de paix de l'arrondissement et ses suppléants, du maire, des quatre conseillers municipaux de l'arrondissement.

Les commissions de Saint-Denis et de Sceaux sont présidées

bitants, avec un minimum de 300 et un maximum de 600. Chaque arrondissement et chaque canton se voit imparti, par arrêté préfectoral pris en avril ⁽³³⁾ chaque année après examen de la statistique de la

par un juge du tribunal civil de la Seine, délégué par le président de ce tribunal.

12. Dans tous les cas prévus par la présente loi, le maire, s'il est empêché, sera remplacé par un adjoint expressément délégué.

13. La commission chargée de dresser la liste annuelle des jurés se réunit au chef-lieu judiciaire de l'arrondissement, au plus tard dans le courant de septembre, sur la convocation faite par le président du tribunal civil. Elle peut porter sur cette liste des noms de personnes qui n'ont point été inscrites sur les listes préparatoires des commissions cantonales, sans toutefois que le nombre de ces noms puisse excéder le quart de ceux qui sont portés pour le canton. Elle a également la faculté d'élever ou d'abaisser, pour chaque canton, le contingent proportionnel fixé par le préfet, sans toutefois que la réduction ou l'augmentation puisse excéder le quart du contingent du canton, ni modifier le contingent de l'arrondissement.

Les décisions sont prises à la majorité ; en cas de partage, la voix du président est prépondérante.

14. La liste de l'arrondissement, définitivement arrêtée, est signée séance tenante. Elle est transmise, avant le 1^{er} décembre, au greffe de la cour ou du tribunal chargé de la tenue des assises.

15. Une liste spéciale des jurés suppléants, pris parmi les jurés de la ville où se tiennent les assises, est aussi formée chaque année, en dehors de la liste annuelle du jury.

Elle comprend trois cents jurés pour Paris, cinquante pour les autres départements.

Cette liste est dressée par la commission de l'arrondissement où se tiennent les assises.

A Paris, chaque commission d'arrondissement arrête une liste de quinze jurés suppléants.

16. Le premier président de la cour d'appel ou le président du tribunal chef-lieu d'assises dresse, dans la première quinzaine de décembre, la liste annuelle du département, par ordre alphabétique, conformément aux listes d'arrondissements. Il dresse également la liste spéciale des jurés suppléants.

17. Le juge de paix de chaque canton est tenu d'instruire immédiatement le premier président de la cour ou le président du tribunal chef-lieu d'assises des décès, des incapacités ou des incompatibilités légales qui frapperaient les membres dont les noms sont portés sur la liste annuelle.

Dans ce cas, il est statué conformément à l'article 390 du Code d'instruction criminelle.

(33) Loi du 20 janvier 1910, modifiant les articles 8 et 10 de la loi du 21 novembre 1872.

population, un certain nombre de jurés à désigner. Il y a environ, sur 500 habitants, 350 femmes, enfants ou vieillards. On peut, en comptant les incapables, les indignes, ceux dont les fonctions sont incompatibles, réduire à 100 le nombre d'hommes sur lequel le choix pourrait se porter pour un seul juré.

La composition de ces listes doit, cela est le vœu essentiel de la loi, être guidée par le seul souci de la mise en lumière des hommes intelligents capables d'un verdict sûrement et judicieusement pesé, exempts de toute prévention ou suggestion. Cela dépend évidemment de l'esprit des hommes qui élaborent ces listes. Or, on a fait appel aux juges de paix et aux maires (ou à défaut à leur adjoint) ; ce sont assurément les personnes les plus capables de porter sur leurs concitoyens une appréciation éclairée, mais de fortes réserves dont l'expérience montre le bien fondé doivent être faites sur le sens dans lequel s'exerce l'action des maires. Personnage politique par la force des choses, le maire a gardé de son élection des souvenirs, a en vue de sa réélection des soucis qui viennent bien souvent, en une matière dont il est vrai la gravité n'apparaît pas au premier coup d'œil, influencer son choix.

Dans bien des cas cette influence agit pour faire écarter de la tête d'un ami la menace de huit jours ou plus de session, toutes affaires cessantes.

Pour le juge de paix et ses suppléants, il serait excessif de vouloir d'emblée écarter tout soupçon, mais il est incontestable qu'ils trouvent ici peu de place. D'ailleurs, l'élément judiciaire s'est vite laissé

effacer dans les commissions par les maires. De très fréquentes circulaires sont pourtant venues rappeler aux juges de paix le sens dans lequel ils doivent agir avec énergie. La première, notamment, du 25 novembre 1872 : « Je compte sur vous, M. le Juge de Paix, pour faire comprendre à la commission qui se réunira sous votre présidence combien il importe de n'inscrire, même sur la liste préparatoire, que des citoyens qui, par une moralité éprouvée, un caractère indépendant et ferme et une intelligence suffisamment développée, sont capables de bien remplir la haute mission de justice que la société leur confie. »

Un souci très net d'équilibre a pourtant guidé leur composition.

Le juge de paix a la présidence de la commission cantonale. Lorsque le canton est composé de plusieurs communes, les suppléants du juge de paix et les maires des communes la constituent.

Dans les cantons formés d'une seule commune, la municipalité est représentée par le maire et ses deux adjoints, faisant équilibre au juge de paix avec ses deux suppléants. Enfin, dans les communes divisées en plusieurs cantons, la commission de chaque canton comprend le maire ou un adjoint délégué et deux conseillers municipaux. (Loi du 21 novembre 1872, art. 8.)

A Paris, un système particulier fonctionne dans les quartiers, où la commission, présidée par un suppléant du juge de paix (si celui-ci est pris dans un autre quartier du canton), est composée du conseiller municipal élu, du maire de l'arrondissement ou d'un

adjoint. Ces trois personnes désignent, parmi ceux qui ont été portés sur la liste de l'année précédente, quatre jurés (art. 9).

Quels sont les procédés de travail de ces commissions ? En admettant que tout le monde ait pu s'y rendre, il est rare que le sentiment d'un grave devoir à accomplir en anime les membres. On propose souvent d'après la liste des électeurs qui constitue le fil conducteur et les assistants approuvent suivant leurs connaissances personnelles. C'est de cette première opération que résultera la liste finale, car le contrôle postérieur est trop haut placé pour être efficace. Il est certain que ce moyen de recrutement est le meilleur qui puisse être. Mais, sans même mettre en cause la conscience de ceux qui font partie des commissions, des soucis plus graves les agitent que de peser longuement un choix dont le critérium n'est pas, il faut bien le reconnaître, très précis dans l'esprit du législateur.

Les commissions d'arrondissement, composées, sous la présidence du président du Tribunal civil, des juges de paix et des conseillers généraux, ont mission de réviser les listes qui leurs sont envoyées par les commissions cantonales, d'en écarter les noms qui ont été dictés par l'esprit de parti ou qui y sont en contravention avec une disposition de la loi. Pour les obliger à une élimination, on leur envoie des listes doubles de celles qu'elles auront à établir. Elles peuvent aussi, mais sans bouleverser la proportion établie par arrêté préfectoral, ajouter des noms sur la liste.

Enfin, celle du lieu de la Cour d'assises désigne les cinquante jurés supplémentaires qui doivent être domiciliés dans la ville même.

La Chancellerie a usé de son pouvoir sur les présidents et certains des membres de ces commissions pour rendre effectif ce contrôle. La circulaire du 21 juillet 1904 appelle sur ce point l'attention des présidents de tribunaux :

« Il convient de saisir toutes les occasions de rappeler aux juges de paix qu'ils doivent, avant de se rendre à la réunion de la commission chargée de dresser la liste définitive, recueillir des renseignements très exacts sur l'âge, le domicile actuel, la nationalité, l'état de domesticité, l'insuffisance de ressources, les causes d'incapacité ou d'exclusion qui s'opposent au maintien des noms portés sur la liste préparatoire. On doit même écarter les malades, les infirmes, les personnes qui sont sur le point d'atteindre leur soixante-dixième année, de telle sorte que la liste ne comprenne que les noms de jurés pouvant être utilement appelés. »

C'est en effet aux membres du corps judiciaire, organisé, discipliné et au surplus bien placé pour se faire renseigner, qu'il appartient de veiller aux règles que rappelle la précédente circulaire. Pour les qualités d'intelligence et de caractère, on remarquera que la circulaire ne fait même pas allusion à ces délicates enquêtes et se borne aux renseignements élémentaires que peut donner l'état civil, le casier judiciaire ou l'examen des précédentes listes de session.

Le résultat de ces opérations est une liste qui, en

général, atteint le chiffre de 600 noms, plus 50 suppléants, et que le président fait mettre par ordre alphabétique.

C'est de cette liste que sera extraite, à chaque session, la liste de session de 36 jurés titulaires et de 4 suppléants. Cette opération, qui n'est qu'un tirage au sort, ne présente pas d'intérêt. Elle a lieu en audience publique de la Cour d'appel dix jours au moins avant l'ouverture des assises.

Contrairement à ce qui est admis pour la formation de la liste annuelle, acte purement administratif ⁽³⁴⁾, il est reconnu que les règles sur le tirage au sort de la liste de session s'imposent à peine de nullité. Mais c'est là une constatation déjà faite, les précautions prises par la loi et les rigueurs qu'elle apporte à leur observation commencent à partir de la liste annuelle, supposée parfaite. Il fallait bien faire confiance aux commissions, mais le luxe de formalités entraînant nullité est à peu près inutile après la précision très relative des règles du recrutement.

§ 7. — TIRAGE DE LA LISTE D'AUDIENCE ET RÉCUSATIONS

Le tirage au sort du jury a lieu contradictoirement entre l'accusé et le procureur général. Si le texte de l'article 399 ne prescrit pas la publicité à peine de nullité, il est d'usage cependant que le public soit admis dans la salle à ce moment. On fait un dernier

(34) Note Cassation, 14 avril 1892, D. P. 1892, 1, 631.

appel des jurés en introduisant leur nom dans l'urne, puis le président retire ces noms l'un après l'autre et c'est sur la lecture du nom que doit s'opérer la récusation. Elle est péremptoire. L'accusé doit parler le premier, l'avocat général ensuite. Le droit de récusation s'arrêtera lorsque le nombre des jurés sera réduit aux douze jurés nécessaires pour le tableau (art. 400). Si les jurés sont en nombre impair, l'accusé peut faire une récusation de plus que le procureur général (art. 401). S'il y a plusieurs accusés, ils doivent se concerter pour leurs récusations. A défaut d'entente, le président détermine, par un tirage au sort, le rang dans lequel chaque accusé exercera les siennes. Puis le nombre des récusations qui revient à la défense est divisé proportionnellement entre les accusés. S'il n'est pas possible d'attribuer à chacun un nombre égal de récusations, les premiers sont avantagés (art. 402 à 404).

Le jury est irrévocablement formé quand douze jurés non récusés ont été tirés au sort (art. 399, § 5°). Le premier de ces douze est le chef du jury. Toutefois celui-ci peut, s'il le désire, se faire remplacer dans ses fonctions par un autre juré.

§ 8. — LES INDEMNITÉS ⁽³⁵⁾

Indépendamment des dispositions de la loi de 1872, mais en très étroite corrélation avec elles, diverses lois fixent le montant d'indemnités destinées à atté-

(35) Voir sur cette question MARVILLET, De l'indemnité des jurés (*Thèse*, Paris, 1908).

nuer ce que l'exercice des fonctions de juré peut avoir d'onéreux pour les citoyens.

Il fut d'abord posé en principe que l'honneur de remplir la fonction de juge ne comporterait aucun salaire d'aucune sorte qui en atténuerait la grandeur. Telle est la conception de 1789 qui, il est vrai, n'étendant pas à toute la société le droit d'être juré, le restreint à un certain nombre de censitaires à qui leur fortune permet ce sacrifice honorifique.

Bientôt l'électorat et le jury sont ouverts à tous par la loi du 2 Nivôse an II et le décret du 12 août 1792. Dès ce moment se pose la question de rendre effective la collaboration au jury des classes populaires ou tout au moins bourgeoises. Il est constaté que l'honneur d'être juré est fort peu recherché en raison non seulement des pertes de temps, mais encore des frais qu'il occasionne. Le ministre de la Justice Garat propose en conséquence l'allocation aux jurés d'une indemnité de session et d'une indemnité de déplacement. C'est la loi du 16 août 1793 qui consacra cette innovation.

Dès lors les difficultés budgétaires amenèrent quelquefois des restrictions, comme ce fut le cas pour la loi du 6 Ventôse an V, qui réduisit aux jurés venant du dehors le bénéfice des indemnités de session et de déplacement, mais le principe subsista. Il fut encore réduit dans le système de 1811, qui devait rester en vigueur après la loi de 1872. Le décret du 18 juin 1811 ne maintenait que l'indemnité de déplacement pour les jurés obligés à un voyage de plus de 2 kilomètres. Il est vrai qu'à ce moment le recrutement du

jury en corrélation avec un suffrage censitaire était restreint ⁽³⁶⁾.

L'étude du jury en France et à l'étranger a montré en effet qu'un lien très étroit existait entre la conception plus ou moins populaire du jury et les indemnités. Un exemple de plus allait être donné par le mouvement de démocratisation du jury qui se produisit sous l'impulsion de M. Briand, Garde des Sceaux, en 1907.

La loi de 1872, sans formuler d'exclusion contre les ouvriers et employés, avait créé pour eux un système particulier d'excuse légale : il leur suffisait de l'invoquer pour être dispensés ; l'article 5 était invoqué dans la très grande majorité des cas. Aussi se produisit-il ce fait prévisible que les commissions, pour ne pas mettre les présidents d'assises en face des difficultés par suite de dispenses trop nombreuses, en vinrent à ne pas comprendre d'ouvriers dans les listes.

Constatant cet usage, le Garde des Sceaux y vit une violation du principe de la justice populaire qu'avait voulu instituer la Révolution : « Il est indispensable de revenir à une conception du jury plus démocratique en même temps que plus conforme aux intentions du législateur. Les verdicts n'en auront que plus de force et d'autorité. La mesure d'exclusion usitée vis-à-vis des ouvriers est devenue de moins en moins justifiable au fur et mesure du développement de l'instruction populaire qui les met pleinement à même de remplir les fonctions de juré ⁽³⁷⁾. »

(36) Voir plus haut, p. 40 et suivantes.

(37) Circulaire des 29-30 janvier 1908, D. P. 1909, 4, 65.

Avant de faire mettre à exécution ces prescriptions, le gouvernement avait compris la nécessité de détruire, ou tout au moins d'atténuer par l'allocation d'indemnité, la portée de l'excuse tirée par les prolétaires de l'insuffisance de leurs ressources.

Il présenta comme projet de loi une proposition Aucoin faite dans ce sens en 1899 ⁽³⁸⁾ et qui devint la loi du 19 mars 1907 ⁽³⁹⁾. Tout en maintenant l'indemnité de déplacement, la loi dédommageait les jurés des frais de leur séjour dans la ville. Les tarifs de ces indemnités furent fixés par le décret du 12 avril 1907. Ils devaient être modifiés, en raison des modifications économiques, par le décret du 6 juillet 1920 et par celui du 22 décembre 1927.

La loi du 19 décembre 1907 fut bientôt étendue à ceux qui résident à moins de 2 kilomètres du chef-lieu des assises par la loi du 17 juillet 1908. L'exposé des motifs ⁽⁴⁰⁾ déclarait qu'il ne serait pas bon de créer de nouvelles catégories entre les citoyens. Aussi y avait-il lieu de faire bénéficier de la loi sans aucune exception tous les membres du jury criminel qui n'ont pas droit aux indemnités de séjour.

Le système des indemnités est donc actuellement le suivant :

1° *Une indemnité de session* est due quel que soit le lieu de résidence du juré. Elle est de 20 francs (art.

(38) Proposition AUCOIN, Sénat, 15 mai 1899 ; Rapport VOLAND, 27 juin 1899, *Ann.*, n° 183, discus. et adopt. les 2 et 3 mars 1905, *Journ. Offic.* des 3 et 4 mars 1905, p. 327 et note ; Chambre, Rapport LOUIS MARTIN, 18 février 1907, adopt. le 15 mars 1907, *Journ. Offic.* du 16 mars 1907, p. 653.

(39) D. P. 1907, 4, 63.

(40) *Journal Officiel* du 2 mai 1908, p. 104.

50 du décret du 6 juillet 1920, modifié par le décret du 22 décembre 1927) par journée où le juré titulaire ou complémentaire a été présent à l'appel (art. 53, § 1).

Les jurés qui recevront un traitement quelconque d'une administration publique n'auront pas droit à l'indemnité de session (art. 53, § 2). Mais les jurés complémentaires n'auront droit à cette indemnité que s'ils ont été inscrits sur la liste de service (art. 53, § 2).

2° *Une indemnité de séjour* lorsque la résidence du juré est à plus de 4 kilomètres de la Cour d'assises ; cette indemnité est de 12 francs à Paris et de 10 francs dans les autres villes par jour de session.

3° *Une indemnité de déplacement* allouée dans les mêmes conditions consiste dans le remboursement des frais faits, compte tenu des facilités que peut avoir chaque juré.

4° *Une indemnité de séjour forcé en cours de route* peut même être allouée sous réserve de justification de son opportunité.

Ce système est complété, pour écarter toute objection des intéressés, par des avances sur les frais de transport ⁽⁴¹⁾ que peut faire le juge de paix ou le président du tribunal du lieu du domicile, avance qui, mentionnée sur la feuille de notification au juré de sa convocation, sera défalquée de sa taxe. De même le président des Assises peut faire payer jour par jour des indemnités de séjour.

(41) Circulaire du 29 juin 1909, *Recueil* 1909, p. 166.

Il a été précisé par circulaire du 18 juillet 1908 ⁽⁴²⁾ que les ouvriers n'étaient pas privés par l'existence de ces allocations du droit d'invoquer la dispense, mais il a été rappelé aux maires, par l'intermédiaire des préfets ⁽⁴³⁾, que cette mesure devait trouver son application par une refonte intégrale des listes existantes.

(42) *Recueil circ.*, 1908, p. 179.

(43) Circulaire du 20 juillet 1908, *Recueil*, p. 181.

CHAPITRE II

Des réformes à apporter dans le recrutement du jury

La réglementation en apparence détaillée dont l'exposé précède laisse en réalité entière la question du recrutement. A part les prescriptions purement négatives concernant les indignités et incompatibilités, la loi s'est contentée de définir et de doser la composition des commissions entre l'élément judiciaire et l'élément électif. Cette constitution reste l'unique garantie du choix qu'elles feront, car elles n'ont pas d'autre prescription formelle à observer que le respect des dites incapacités. C'est d'une façon toute subsidiaire qu'on a recommandé le choix de citoyens intelligents et indépendants. Le terme de « valeur morale » a été souvent prononcé, mais il est ici synonyme de la plus simple honnêteté ; c'est en somme au moment où il proposerait un homme de réputation franchement mauvaise que le maire ou le juge de paix pourrait être considéré comme enfreignant ces instructions.

N'est-il pas plus juste de dire que la loi ne fixe aucune condition à la vocation des jurés ? On voit là la survivance de l'ancienne conception d'après la-

quelle il existe un droit civique à être juré, aussi étendu et aussi sacré que celui qu'a tout citoyen à être électeur. Nous avons vu ⁽¹⁾ varier le droit à être juré parallèlement à l'électorat et le suffrage universel avoir, dès le décret du 12 septembre 1792, pour conséquence l'inscription de tous sur les listes de jurés.

C'était encore officiellement le système de 1848, mais dès 1853 l'électorat restant universel on commence à s'élever contre le principe du jury ouvert à tous de par un « droit », on critique la liste générale comprenant obligatoirement « tous les Français âgés de 30 ans et jouissant de leurs droits », on proclame la nécessité d'un choix et on instaure des commissions qui devront appeler ceux qu'elles jugeront aptes, sans avoir à se préoccuper d'un prétendu droit de tous.

La réforme de 1872, qui allait porter sur la composition des commissions, eut essentiellement pour résultat de faire place à l'élément judiciaire en le plaçant à côté de personnages élus.

On posa encore une fois le principe d'après lequel le juré n'exerce pas un droit ; il remplit une fonction publique aussi délicate qu'importante. En principe, tout citoyen est apte à recevoir la délégation de la société, aucun n'est fondé à la réclamer. Il n'y a donc pas lieu de dresser une liste générale ⁽²⁾.

La pensée directrice de la nouvelle législation est clairement exprimée par les paroles du Garde des

(1) Voir plus haut, p. 36.

(2) Exposé des motifs, loi du 21 novembre 1872, D. P. 1872, 4, 133.

Sceaux d'alors, M. Dufaure : « Tous les citoyens étant électeurs, il est impossible de dire que l'inscription sur les listes électorales soit une présomption de capacité. Des personnes qui, étant appelées à remplir les solennelles fonctions de juges, devenant les arbitres de l'honneur, de la liberté, de la vie de leurs concitoyens, doivent nous donner les garanties de trois choses : une existence considérée et respectable, ce qui se trouve dans toutes les conditions, une capacité suffisante et une indépendance absolue ⁽³⁾. »

Mais, si l'esprit de la loi était ainsi nettement marqué, rien dans sa lettre ne le traduisait. Aussi la pratique allait-elle, par paresse et aussi faut-il dire en raison de difficultés très sérieuses, renoncer à toute élimination autres que celles prescrites par le texte.

Une seule tendance restrictive s'était fait jour. Par suite de refus régulier de la part des ouvriers auxquels la loi permet d'invoquer une dispense péremptoire, l'usage s'était établi de ne les porter qu'assez rarement sur les listes. La circulaire du 29 janvier 1908 est venue rappeler aux juges de paix l'obligation d'inscrire les ouvriers, quitte à admettre la cause de dispense qu'ils pourraient faire valoir.

Nous voyons donc en fait, sinon en droit, de grandes précautions être prises pour ne paraître exclure personne sans des raisons très sérieuses. Un sentiment subsiste qui a presque la même force que les anciens principes abolis. On parle du droit à être juré bien qu'il ne subsiste pas à ce prétendu droit la moindre

(3) Discussion à l'Assemblée Nationale, loi du 21 nov. 1872, D. P. 1872, 4, 133.

sanction. D'ailleurs, les justifications de cette tendance sont d'ordre sentimental et non juridiques. Elles sont très judicieusement exprimées par Faustin Hélie ⁽⁴⁾ :

« Le jury exprime le jugement du pays. Il faut donc qu'il puisse être considéré comme le pays lui-même. Il faut que ses racines s'étendent aussi loin, que sa base populaire soit aussi large que le pays...

« Si ses éléments étaient choisis dans un cercle trop étroit, il pourrait être l'expression d'une classe et ne représenterait plus la société. *Il pourrait être l'organe de la vérité et ne serait plus le jugement du pays.* »

Mais nous ne trouvons pas de plus radicale critique que celle qui se dégage de l'aveu même échappé à l'éminent criminaliste : « il pourrait être l'organe de la vérité, il ne serait plus le jugement du pays », qu'est-ce à dire sinon que l'on doit délibérément renoncer à avoir un bon jury pour aller jusqu'au bout de sa conception théorique ?

On se trouve pris dans le dilemme suivant : ou bien réaliser le jury populaire intégral par un tirage au sort sur des listes comprenant tous les électeurs capables et dignes, système du reste proposé par MM. Constans, Talandier et Bousset en 1882 ⁽⁵⁾, repris en 1892 mais toujours repoussé comme peu satisfaisant en fait ; ou bien ranger résolument parmi les utopies cette tendance et, pour le conserver parmi nos institutions sans ses inconvénients, organiser le jury

(4) *Pratique des Tribunaux et des Cours*, t. VIII, p. 257.

(5) *Débats parlementaires*, mars 1882, p. 1069.

de la façon la plus propre à donner les résultats qu'on en attend, c'est-à-dire être l'expression de la vérité.

La première conception a, dit-on, l'avantage de donner au verdict plus de force, « son attorité et sa puissance émanant de son origine. Sorti des masses, son verdict est la voix du peuple même » (6).

Mais ne voyons-nous pas, au contraire, le jury sombrer dans le discrédit par le fait des acquittements de hasard, des faiblesses inconcevables dont il se rend si souvent l'auteur ?

On comprend bien, et on ne se fait pas faute de le dire, que de tels verdicts sont la conséquence de l'incompréhension des jurés. Normalement celui qui n'a pas su se faire une opinion au cours des débats suit le conseil de celui qui parle le dernier et, ayant des doutes, entendant répéter que le doute profite à l'accusé, recule devant la responsabilité et acquitte.

La loi a pris toutes les précautions contre une erreur préjudiciable à l'accusé : annulation du verdict sur l'initiative du président, recours en grâce, etc., et par ailleurs il n'y a pas, pour les erreurs en sens inverse, d'appel à minima.

Il n'y a pas de parti pris à affirmer que c'est dans la mesure où on fait appel aux citoyens démunis de lumières qu'on multiplie les verdicts de faiblesse par lesquels en vérité ni la sécurité sociale n'est assurée, ni le sentiment populaire de la justice satisfait.

Amenée par sa doctrine même à attribuer aux don-

(6) Faustin HÉLIE, *op. cit.*, *cod. loc.*

nées matérielles le premier plan dans ses observations, l'école positiviste italienne devait, en considérant les résultats statistiques de la répression par juridiction populaire, repousser le jury.

Mais il est possible, si l'on apprécie à leur juste valeur les avantages qui rendent le jury irremplaçable, de ne pas tirer des mêmes prémices une conclusion aussi radicale. Des modifications de détail peuvent être apportées au recrutement après la grande réforme du fonctionnement du jury.

Ces points sont notamment les conditions d'aptitude, les causes d'indignité, et surtout le mode d'élaboration des listes dans lequel la loi peut intervenir utilement.

SECTION I

DEGRÉ D'INSTRUCTION DES JURES

Il est généralement admis que le juré n'a à faire intervenir que les qualités d'esprit les plus répandues, en somme le seul bon sens. Il s'avère de plus en plus au contraire que la Cour d'assises est saisie de crimes complexes qui exigent la mise en jeu de qualités plus rares : capacité d'attention suffisante pour suivre de longs débats, possibilité, qui est l'intelligence elle-même, de saisir et d'embrasser dans son esprit un certain nombre de faits et d'arguments, esprit de décision suffisant pour, ayant acquis une conviction, la maintenir au cours de la discussion en chambre des délibérations.

Ces qualités, qui ne se trouvent pas réunies dans la moyenne des hommes, ne peuvent être exigées de tous les jurés, mais c'est à leur découverte que doivent tendre toutes les règles du recrutement.

Certes la difficulté qu'il y a à déterminer l'intelligence des citoyens restera toujours pareille et aucune circulaire ne donnera aux juges de paix le don de la déterminer s'ils l'ignorent. Mais un fait nouveau doit être pris en considération : c'est le développement de l'instruction publique. Au lieu d'exiger seulement la connaissance de la lecture et de l'écriture, il serait légitime d'exiger le certificat d'études primaires. Ce ne serait pas frapper d'une exclusion injuste celui qui a refusé de mettre à profit les facilités qu'on s'est ingénié à lui procurer. Même en admettant l'argument principalement usité en cette matière, à savoir qu'intelligence et instruction ne vont pas forcément de pair, il faut bien admettre que, en ce qui concerne du moins ce minimum, on est en droit d'admettre que l'un et l'autre sont ici équivalents et que celui qui borne son savoir à la seule écriture peut être sans grandes chances d'erreur classé parmi les « minus habentes » qu'il est inutile et même fâcheux d'appeler aux fonctions de juge souverain.

Nous n'hésitons pas, à ce sujet, de qualifier d'inopportune la disposition finale de l'article 3 qui déclare incompatibles avec les fonctions de juré celles d'instituteur primaire communal. Toutes les autres fonctions visées par ce texte comportent détention d'une parcelle de l'autorité publique et en ce sens elles se justifient. Il n'en est rien pour l'instituteur. On peut

lui reprocher des tendances à prendre un ascendant excessif sur ces collègues. Mais cet ascendant ne s'exercerait pas dans un mauvais sens, nous semble-t-il.

SECTION II

INDIGNITE

En partant toujours de ce que le jury n'est ni un certificat de civisme ni une conséquence de la qualité de citoyen, il devient possible de concevoir sous un tout autre angle la notion d'indignité.

Actuellement la privation de l'aptitude aux fonctions de juré est considérée et réglementée comme une pénalité accessoire. La conséquence est qu'elle doit cesser après un certain délai, disparaître par la réhabilitation, l'amnistie (7). Aussi voyons-nous la plupart des causes d'indignité avoir des effets temporaires, sauf les condamnations particulièrement con-

(7) Si la lecture de la loi du 21 novembre 1872 vient renforcer, par le soin qu'y ont mis les rédacteurs à éviter les mots « droit d'être juré », la thèse qu'actuellement il n'est plus question de ranger les fonctions de juré parmi celles auxquelles tout citoyen est appelé en vertu d'un droit, le texte de l'article 42 du Code pénal, rédigé bien antérieurement, viendrait la contredire.

« Les tribunaux... pourront interdire l'exercice des droits civils, civiques et de famille suivants :

« 3° D'être appelé ou nommé aux fonctions de juré... »

Mais il est bien visible que les modifications apportées dans la conception législative en 1853 et 1872 n'ont pas trouvé leur écho dans ce texte. Il y aurait lieu de souhaiter une mise en accord de la terminologie légale. Cependant, l'équivoque qui persiste n'a pas de graves inconvénients si par ailleurs des mesures très nettes répudient l'ancienne conception.

traires à l'honneur. Pour ces dernières, vol, escroquerie, abus de confiance, faux, une indignité perpétuelle est portée.

Il faut considérer qu'il n'y a pas pour le citoyen le moindre dommage, au contraire, à être exclu du jury. Le fait de n'être pas porté sur les listes peut avoir mille autres explications, ce qui écarte tout préjudice moral.

Il faut ensuite se rendre pleinement compte de la déconsidération que jettera sur le jury tout entier la présence d'un seul individu peu recommandable, que certains se souviennent avoir vu jadis condamner. On en arrive alors à une conception beaucoup plus sévère des indignités. Faute de critère des consciences fortes et des jugements droits, au moins doit-on éliminer toutes les honnêtetés douteuses.

Tout condamné à la prison sera éliminé à jamais. Le délit politique, tout en étant celui qui porte la moindre atteinte à l'honneur, n'en comportera pas moins déchéance perpétuelle de la faculté de rendre un verdict, car il s'agit ici d'une décision grave, quelquefois même c'est un crime politique qui est soumis aux jurés. Peut-on alors y admettre celui qui a montré jadis un fougueux esprit de parti et qui, ce jour encore, va se souvenir de ses tendances au moment des délibérations, qui peut-être ne se contentera pas de voter mais s'efforcera d'entraîner ses collègues par une plaidoirie « *post litem* » tout particulièrement redoutable ?

On pourrait même envisager des déchéances, temporaires celles-là et limitées à cinq ans, pour les déci-

sions autres que les condamnations à l'emprisonnement, entachant cependant l'honorabilité d'un homme : tout d'abord les amendes (correctionnelles seulement), les condamnations portant déchéance de la puissance paternelle. L'article 43, 3°, du Code pénal devrait être entre les mains du juge une arme plus souvent utilisée pour défendre le jury.

A ce point de vue, un parallèle intéressant peut être tenté entre les fonctions de juré et celles de tuteur. L'une et l'autre exigent des garanties de moralité et la loi civile a pris, en ce qui concerne le tuteur, des mesures spéciales : exclusion de l'individu qui en est atteint de toute tutelle éventuelle, destitution du tuteur en fonctions.

Les causes d'exclusion sont : 1° la condamnation à certaines peines (mais ici l'énumération est moins large que celle de la loi de 1872) ; 2° la déchéance de la puissance paternelle ; 3° l'inconduite notoire, l'incapacité ou l'infidélité dans la gestion.

Mais il ne faut pas oublier qu'ici une surveillance plus effective peut être exercée par le conseil de famille, à qui la loi s'en remet du soin d'apprécier les faits. Le ministère public ne peut être aussi bien renseigné. Seules l'inconduite notoire et l'infidélité dans la gestion, qui montrent le souci d'apprécier la vie privée du tuteur, pourraient être examinées chez le juré. On se heurte alors à une impossibilité de fait, ces appréciations étant trop délicates.

Une mention de la déchéance serait pour les commissions une indication souvent utile. Aux demandes qui leur seraient faites par les juges de paix avant

d'aller à la commission d'arrondissement, les greffes répondraient par ce bulletin portant simplement : « Inapte aux fonctions de juré. » Il n'y aurait pas, à l'égard de cette mention, la prescription qui atteint les mentions au bulletin n° 3. Elle existerait dans tous les cas où une mention emportant déchéance existerait au bulletin n° 2.

Ce système sévère des indignités a été l'objet d'une intervention lors de l'élaboration en commission du projet de la loi de 1872 et d'un amendement lors de sa discussion au Sénat. M. Dufaure, Garde des Sceaux, répondit que « l'emprisonnement pouvait être prononcé pour des faits qui supposent l'imprudence plutôt que l'intention mauvaise, la vivacité des sentiments plutôt que la corruption de l'âme ».

Le législateur a donc porté son attention sur ce point et c'est parce qu'il avait dans le travail des commissions une confiance que la pratique devait dans une certaine mesure démentir, qu'il a écarté ce moyen d'expurgation. Il ne l'a pas fait du reste sans hésitation et il est permis de croire qu'à la lumière des observations faites sur la pratique des commissions une semblable réforme revêtirait tout son caractère d'opportunité.

SECTION III

RECUSATIONS

Bien que ne constituant pas une formalité administrative rentrant dans le cadre de la loi de 1872 et constituant au contraire un acte d'audience, les récu-

sations ont une telle influence sur la composition du jury de jugement qu'il y a lieu d'examiner ici l'incidence de cette procédure.

C'est au moment où ses juges sont désignés que l'accusé a le droit d'écarter ceux qu'il peut avoir des raisons de soupçonner ou de craindre. Il est de l'essence du jury que les jurés soient acceptés comme juges. On tire de là cette conséquence que le moindre soupçon doit suffire et en raison de cela la loi a disposé, dans l'article 399, alinéa 4, du Code d'instruction criminelle, que l'accusé, ni son conseil, ni le procureur général ne pourront exposer leurs motifs de récusation. Justifiée dans son origine lorsque les jurés étaient encore d'anciens témoins, le procédé des récusations a aujourd'hui perdu de son utilité. Il est rare que l'accusé connaisse un des jurés. Par contre, elle a été toujours très utilisée dans un sens qu'il est facile de montrer. Le grand Lachaud disait récuser les plus intelligents. Ce système simple et infaillible n'a pas cessé d'être pratiqué. Les droits de la défense, on le voit, y sont sérieusement intéressés, mais en détournant l'institution de son but.

Dira-t-on que le procureur général peut prendre le contrepied de cette pratique et se faire fournir des renseignements lui permettant d'écarter les incapables ? Ce n'est pas sans quelque surprise que l'on voit une circulaire (8) proscrire formellement toute enquête par laquelle le Parquet voudrait se renseigner sur la vie privée des jurés de la liste de session. Ces enquêtes avaient été à ce point mal interprétées par

(8) 1^{er} février 1910, *Recueil circulaire*, 1910, p. 12.

le public que leur suppression s'imposa. Les récusations ne sont plus, dans la majorité des cas, que le moyen d'écarter les esprits un peu marquants qui existeraient dans un jury. Si le défenseur ne s'en avise pas, le juré que son intelligence aura conduit à une situation élevée aura assez de relations pour lui faire connaître ses desiderata.

Que faut-il conclure de là ? Non certes la suppression des récusations qui gardent encore leur utilité, mais la réduction à trois par exemple des récusations péremptoires.

Le droit anglais prévoit, outre les récusations péremptoires dont le nombre varie avec la gravité de l'inculpation, des récusations motivées telles que : *propter defectum* (incapacité), *propter affectum* (lien de famille ou d'amitié avec l'accusé), *propter delictum* (pour cause de condamnation). Ces motifs sont appréciés par deux jurés déjà nommés ou, s'il s'agit des deux premiers à nommer, par deux personnes désignées par la Cour.

Pour nous, les récusations sont un choix à rebours d'autant plus fâcheux qu'il s'exerce très activement et sur chaque jury de jugement. Sa restriction dans les limites qui seraient cependant compatibles avec les besoins de la défense rentre donc dans le cadre du relèvement du niveau intellectuel du jury que nous envisageons.

On pourrait au moins, si l'on recule devant l'abolition partielle du caractère péremptoire des récusations, réduire leur nombre. Cette réforme très souhaitable sera vraisemblablement adoptée dans un bref

délai, car à des arguments touchant la bonne administration de la justice s'ajoute un argument d'économie ⁽⁹⁾.

Une circulaire de la Chancellerie, en date du 1^{er} octobre 1932, s'exprime ainsi :

« L'article 18 de la loi du 21 novembre 1872 indique que la liste de chaque session doit comprendre les noms de 36 jurés, auxquels s'ajoutent 4 jurés suppléants tirés sur la liste spéciale. Or, la liste des jurés titulaires semble pouvoir sans inconvénient être réduite d'un tiers, c'est-à-dire ramenée à 24. Il conviendrait alors de modifier aussi l'article 19 de la loi susvisée en ramenant de 30 à 20 le nombre des jurés nécessaires au jour du jugement, ledit nombre étant au besoin complété conformément aux prescriptions finales de ce même article 19.

« Cette modification législative ne devrait pas soulever de protestations ni de la part des jurés qui se plaignent souvent d'être dérangés de leurs occupations professionnelles et le sont parfois inutilement puisqu'il est assez fréquent que certains d'entre eux ne soient appelés à siéger dans aucune des affaires inscrites au rôle de la session, ni de la part des avocats qui avec le nombre minimum de 20 jurés nécessaires au jour du jugement auront encore quatre récusations à exercer, ce qui paraît suffisant pour les récusations réellement motivées, beaucoup de celles qui sont actuellement exercées ne répondant qu'au désir exprimé par tel juré d'avoir ce jour-là sa liberté. »

(9) Si on compte pour chacune des quatre sessions annuelles une durée moyenne de cinq jours et pour chaque juré une indem-

L'article 6 de la loi de 1872 se verrait aussi modifié et le chiffre de la liste annuelle abaissé de 3.000 à 1.000 ou 1.500 à Paris. En province, le maximum serait abaissé de 600 à 400, tandis que le minimum descendrait de 400 à 200.

La seule opposition qui fût à craindre, celle des membres du Barreau, ne s'est pas manifestée lors de l'enquête à laquelle cette circulaire prescrivait de procéder. Les motifs très justes qui étaient invoqués par la circulaire elle-même ont rencontré l'approbation des magistrats consultés aussi bien que des avocats et ont entraîné l'adhésion de ces derniers. Ils y ont vu surtout cet avantage que tout juré enlevé à ses occupations serait appelé à siéger effectivement.

SECTION IV

REPARTITION DES DIVERS MILIEUX SOCIAUX DANS LE JURY

Nous avons jusqu'ici examiné divers moyens d'élimination des éléments indésirables du jury ou de conservation des meilleurs. En ce qui concerne la désignation même des jurés, c'est une constatation souvent faite que « la faute, si le jury est mal composé, n'est pas à l'organisation, mais aux préoccupations

nité se chiffrant au total de 40 francs, la dépense pour un département s'élève à $40 \times 4 \times 5 = 800$ francs par juré. Pour 12 jurés supprimés, l'économie est de 9.600 francs et pour les 82 départements de $9.600 \times 82 = 787.200$ francs par an.

étrangères à la bonne administration de la justice dont s'inspirent les commissions » ⁽¹⁰⁾.

Pourtant, après les longues discussions lors de l'élaboration de la loi de 1872, il y a lieu de croire que le problème a été bien pesé. Et en réalité il semble bien qu'il n'y ait guère, dans notre constitution actuelle, de personnages plus qualifiés que le juge de paix et le maire pour connaître les hommes du canton ; que leur intervention à égalité dans les commissions soit organisée au mieux ; que le contrôle institué soit, dans la mesure du possible, capable de redresser les erreurs.

Aussi, sans rien vouloir modifier sur ce point, semble-t-il qu'il y ait simplement lieu de donner aux commissions des directives plus précises. Faustin Hélie le disait déjà : « C'est en traçant le cercle dans lequel les jurés doivent être cherchés qu'elle (la loi) les sépare réellement des électeurs et élève entre ces deux fonctions une barrière qui n'est à l'heure actuelle qu'une fiction. C'est en définissant les conditions d'exercice qu'elle prouve que le jury est une fonction et non un droit et qu'elle peut demander aux citoyens les titres de leur aptitude à la remplir. »

« Enfin, c'est en déterminant ces titres qu'elle peut, en l'enfermant dans de certaines limites, diriger l'office des commissions, car en n'apportant aucune limite au choix on n'élève pas l'aptitude des citoyens, on n'accroît que l'arbitraire lui-même ⁽¹¹⁾. »

Si l'on veut bien observer le mouvement marqué

⁽¹⁰⁾ GARRAUD, *op. cit.*, t. IV, p. 102.

⁽¹¹⁾ *Op. cit.*, t. IV, p. 269.

en Italie par la loi établissant des catégories dans lesquelles sont choisis les jurés et aussi en Belgique où ce système a été appliqué d'une façon du reste mitigée par la loi du 21 décembre 1930 ⁽¹²⁾ (la moitié seulement des jurés étant pris dans les catégories), on voit que la pensée du vieil auteur est en train de passer en application.

Ce mouvement est en voie de triompher dans la classique objection : le caractère démocratique du jury. On a compris dans ces pays que toute condition mise au recrutement du jury n'était pas forcément antidémocratique, qu'en dehors des conditions de cens, de naissance, de diplômes il y avait des critères auxquels le législateur pouvait légitimement s'attacher pour découvrir les jurés capables de remplir à la satisfaction de tous leur office.

On parle facilement de justice de classe. Il est vrai qu'il y a des différences dans la répression suivant le milieu social. La bourgeoisie qui, de l'opinion commune et vérifiée d'ailleurs par la statistique constitue le fonds dominant ⁽¹³⁾ du jury, est taxée de sentimentalité par certains. M. Garraud ⁽¹⁴⁾ déclare que, « s'il est un être sentimental en matière de répression, c'est bien le bourgeois français. Si j'avais un reproche à lui faire, c'est même d'avoir eu trop d'illusions généreuses sur la régénération du criminel endurci... Le peuple a conservé une notion plus claire et plus juste des nécessités de la répression. »

(12) Voir L. BRAFFORT dans *Revue internationale de Droit pénal*, 1932, p. 119.

(13) Voir ci-contre le tableau.

(14) Société générale des Prisons, séance du 19 mai 1909, *Revue pénitentiaire*, 1909, p. 805.

COMPOSITION COMPARÉE DES LISTES ANNUELLES
EN FRANCE EN 1908 ET EN 1909 (*)

	1908	1909
<i>I. Patrons et employeurs :</i>		
Agriculture	13.768	11.947
Commerce	8.731	7.763
Industrie	4.529	6.152
Total	27.028 (53 %)	25.826 (50 %)
<i>II. Employés :</i>		
Agriculture	140	320
Commerce	668	1.704
Professions libérales..	493	395
Industrie	163	272
Total	1.464 (2,8 %)	3.231 (6,5 %)
<i>III. Ouvriers :</i>		
Agriculture	109	987
Commerce	25	576
Industrie	215	3.698
Professions libérales..	15	61
Etat, Département, Commune	7	69
Total	371 (0,7 %)	5.391 (10,3 %)
<i>IV. Professions libérales..</i>	4.788 (9,5 %)	3.816 (7,4 %)
<i>V. Fonctionnaires publics</i>	1.554 (3 %)	1.291 (2,5 %)
<i>VI. Citoyens sans profes- sion (propriétaires, rentiers, retraités)..</i>	15.992 (31 %)	11.667 (23,3 %)
TOTAL GÉNÉRAL...	51.197	51.258

(*) Rapport adressé au Garde des Sceaux par le Directeur des Affaires criminelles sur les résultats des circulaires des 29 janvier et 18 juillet 1908 et des lois des 19 mars 1907 et 17 juillet 1908. (*Journ. Offic.*, 5 mars 1909 ; *Rev. Pénitent.*, 1909, p. 616.)

On a dit que les gens du peuple seraient appelés afin de donner à tous les accusés des basses classes la garantie de juges qui les comprennent et par ailleurs on présente le peuple comme devant être plus ferme dans la répression. Où se trouve la vérité ?

Si des affirmations trop précises sont hasardées en pareille matière, on peut cependant dégager des tendances variant suivant les jurys et leur composition globale.

Ainsi on peut voir varier la proportion des acquittements en matière d'atteintes à la propriété et aux personnes dans des départements où la population a des occupations assez différentes. Un département montagnard, ouvrier, agricole, urbain se comportera de façon différente à l'égard de ces deux catégories de crimes.

Le tableau suivant, tiré de la statistique criminelle, établit les proportions d'acquittements pour des nombres d'accusés jugés au cours des années 1924 à 1929, soit au cours d'une période de six ans :

DÉPARTEMENTS	CONTRE LES PERSONNES		CONTRE LES PROPRIÉTÉS	
	Accusés	Acquittements	Accusés	Acquittements
Hautes-Pyrénées ...	20	60 %	18	61 %
Corse	143	62 %	19	42 %
Nord	298	61 %	133	59 %
Hérault	102	71 %	76	60 %
Seine	690	65 %	339	72 %

NOTE. — Le petit nombre des acquittements pour crime contre les propriétés donne une éloquente explication au petit nombre de ces attentats en Corse où l'opinion publique est très sévère pour eux. Un jury de propriétaires comme celui de l'Hérault acquitte lui aussi moins en cette matière qu'en ce qui

Pour toutes ces raisons il nous paraît impossible de ne pas tenir compte dans une certaine mesure de la notion de classe sociale.

Jadis un vieil auteur a pu écrire : « La fortune d'un individu est la mesure de son oisiveté physique et celle-ci est la mesure de ses lumières ⁽¹⁵⁾. »

Sans qu'il soit question d'instaurer des distinctions appuyées sur une argumentation aussi naïve, et malgré la répugnance qu'un tel système doit instinctivement susciter dans l'opinion, on peut proposer la répartition du corps des citoyens remplissant les conditions précisées plus haut en trois groupes :

Aristocratie, non point de noblesse qui par son abstention des affaires publiques a perdu son rôle social, mais d'intelligence, occupant les situations élevées ;

Bourgeoisie, composée de propriétaires, de commerçants, de cultivateurs, de rentiers ;

Prolétariat, caractérisé par le travail journalier et l'absence de capital.

L'opposition qui règne entre ces classes est un fait qu'on ne peut, tout en le regrettant, s'empêcher de constater. Dans le jury, les représentants de chacune ont des réactions différentes qui se manifestent ou restent ignorées suivant les hasards de la composition, la région, les récusations opérées. La tendance à une représentation de la classe dirigeante échouera, dans

concerne les crimes contre les personnes. Mais il faut aller dans un jury urbain par excellence (Seine) pour trouver la plus forte indulgence pour ces vols.

Voir dans ce sens les observations de M. TARDE, *Criminalité comparée*, p. 105 et suivantes.

(15) DE RÉMUSAT, *De la composition du Jury*.

la législation actuelle, devant la simple manifestation de volonté de ses membres, qui se feront récuser plutôt que de perdre en session un temps précieux.

Les efforts faits pour faire participer la classe ouvrière au jury n'ont eu qu'un résultat partiel. On se heurte à la routine des commissions. La bourgeoisie est toute désignée et c'est à elle qu'on fait appel. On a ainsi un jury bourgeois et sans prescriptions formelles de la loi elle-même, rien ne modifiera ces errements.

En prenant comme exemple la liste du troisième trimestre 1933 pour le département de l'Hérault, on trouve d'abord 15 propriétaires, ce qui est une proportion assez forte, explicable par les occupations exclusivement agricoles de la population de ce département. Avant 1908, le nombre de propriétaires dans une liste de 36 jurés dépassait souvent 20.

Ensuite on y relève, faisant encore partie de la bourgeoisie non plus rurale mais urbaine, 2 agents d'assurances, 2 courtiers, 2 secrétaires de mairie, 1 droguiste, 2 entrepreneurs, portant à 24 la représentation de la classe moyenne.

1 maçon, 1 boulanger, 1 distillateur, 1 employé de commerce, 1 sabotier, 1 viticulteur, au travail manuel et journalier, sont au nombre de 6 seulement les représentants des ouvriers et employés.

Enfin, 4 négociants, 1 pharmacien, 1 maire peuvent être considérés comme les seuls intellectuels appelés au jury.

Ces dénominations, il est vrai, ne donnent qu'une idée assez imprécise de la véritable situation sociale

des individus qu'elles visent. C'est d'après la connaissance personnelle, à laquelle rien ne pourra suppléer, que des distinctions plus précises devraient être faites. La circulaire de 1908 eut quelque temps pour effet une dénomination très exacte des professions. Il semble qu'elle soit déjà un peu oubliée.

La loi pourrait donc prescrire la répartition par les commissions telles qu'elles existent actuellement des listes cantonales, puis d'arrondissement, en trois parties égales comprenant chacune des citoyens qui par leur situation seraient considérés comme entrant dans chacune de ces catégories ⁽¹⁶⁾.

Lors du tirage de la liste de session, les trois groupes seraient également mis à contribution par des tirages au sort séparés.

Le propre de ce système serait de guider la répartition des diverses classes qui, laissée au choix des commissions, est aujourd'hui telle que la société n'est pas représentée entièrement dans le jury. Il n'y a pas numériquement autant de « dirigeants » que de « bourgeois » et de « prolétaires ». Mais ce qui est choquant, à savoir l'élimination à peu près complète des deux classes autres que la bourgeoisie, serait atténué. Il ne s'agit pas d'une représentation proportionnelle, mais d'une représentation effective de chacun de ces groupes dont les tendances sont divergentes.

Les listes où domine l'élément bourgeois donnent des listes de session où quelques représentants des

(16) Système proposé par M. C. YORIS, avocat à la Cour de cassation de Grèce, dans son rapport au Congrès de Palerme. *Revue internationale de Droit pénal*, 1932, p. 353.

classes dirigeantes sont facilement écartés par récusation. Il ne pourrait en être de même s'ils constituaient approximativement le tiers de la liste de session.

On n'objectera pas que la distinction de classes parmi les citoyens crée des inégalités toujours fâcheuses. Il ne s'agit pas ici, en effet, d'écarter les uns ou les autres, mais de les qualifier pour faire ensuite un choix égal dans toutes les catégories. Il appartiendrait aux commissions de répartir en trois listes ce qui n'en forme aujourd'hui qu'une seule en s'inspirant des connaissances qu'elles ont sur la profession et le genre de vie, le caractère des citoyens. Tout le résultat cherché serait de les obliger à remplir trois cadres qui aujourd'hui ne sont même pas tracés. Ainsi serait facilitée la collaboration de tous à la justice populaire.

A cette suggestion doit se rattacher celle touchant à la participation des étrangers à l'administration de la justice quand il s'agit d'un de leurs compatriotes. Nous avons vu que l'application de cette proposition ne soulève aucune objection dans les colonies françaises où elle est appliquée. De même elle a pu triompher dans des Etats à population très fortement mélangée de l'objection tirée du principe de souveraineté. La France a encore, même en matière de législation, des théories trop inspirées de la souveraineté pour qu'il en soit question.

Avec le même regret nous noterons l'impossibilité où l'on se trouve, pour longtemps encore, d'envisager l'admission des femmes au jury. Nombreux sont les pays qui les y admettent tout en leur permettant de se récuser facilement si leurs occupations de famille de-

vaient en souffrir. Toute une fraction du public, dont l'opinion serait, à n'en pas douter, nettement distincte sur bien des points, de celle qui s'exprime actuellement, se manifesterait et modifierait, favorablement peut-être, le sens de la répression.

SECTION V

LE JURY TECHNIQUE

La plus profonde des réformes du jury consisterait à en faire, non plus une émanation du peuple souverain par un tirage au sort à peine modifié par des règles d'élimination, mais une commission de jugement, représentant le peuple au moyen des plus qualifiés de ses membres. L'idée n'est pas nouvelle et on a déjà, nous l'avons vu, fait appel, par la loi des 16-29 septembre 1791, à des hommes de loi, notaires, banquiers, négociants, quand l'affaire soulevait des questions techniques.

Cette idée est séduisante en ce sens qu'elle suit de façon frappante l'évolution que les législations récentes, sous l'inspiration de l'école italienne, observent pour les juges professionnels. On tend à faire du juge répressif un spécialiste versé dans la science, non exclusivement juridique, mais criminaliste, mentale, et échappant à la règle reconnue funeste du roulement avec ses collègues des chambres civiles.

La plus judicieuse suggestion, encore qu'un peu

trop complexe dans l'application, émane de M. Saleilles (17). Elle comporte trois éléments : jury populaire, jury technique, cour. Le jury technique « serait composé de médecins et de directeurs d'établissements pénitentiaires principalement (18), d'éducateurs de profession (19), de gens qui par qualité et par métier aient pu manier les hommes et les connaître... Le jury ordinaire, pris au hasard comme aujourd'hui, donnant la représentation de l'opinion, avec le défaut d'aptitude technique qui la caractérise, restant juge du fait, c'est-à-dire du rapport de causalité matérielle, de la question d'intention et de la démente, puis un jury technique se prononçant sur le choix de la peine, le jury d'individualisation ; la Cour, enfin, fixant la durée. »

Nous ne retenons de cette suggestion que l'idée d'une section de personnes qualifiées par leurs fonctions et leurs titres, médecins et éducateurs principalement, dont l'intervention au jury serait plutôt assurée par l'obligation, pratiquement réalisable, de justifier *sur les listes annuelles* d'un tiers de personnes ayant des titres spéciaux. Ce tiers pourrait coïncider avec celui constituant ce que nous appelions dans la section précédente la classe dirigeante.

Une conception différente est proposée par M. Donnedieu de Vabres qui se rallie à la création d'un jury

(17) *L'individualisation de la peine*, p. 208.

(18) Les membres des Sociétés s'occupant de l'enfance ou des adultes condamnés seraient très bien qualifiés eux aussi pour ce rôle.

(19) Nous revenons à ce sujet sur la critique présentée plus haut de la disposition finale de l'article 3 de la loi du 21 novembre 1872 qui écarte les instituteurs primaires.

composé en majeure partie d'experts dans les matières qui peuvent toucher à la détermination de la peine : médecins, aliénistes, sociologues, comptables, experts en écritures. Y serait incorporée une fraction de jurés sans connaissances spéciales, et cela malgré le désaccord apparent de cette concession avec le point de vue adopté, afin de donner satisfaction aux revendications de l'opinion publique.

Ce jury d'ailleurs, et c'est là sa grande originalité, serait joint à la Cour et délibérerait avec elle sur toutes les questions tant d'inculpation que d'application de peine, ce qui en ferait presque un système d'échevinage.

L'objection consistait à voir dans ces experts des demi-magistrats présentant les mêmes inconvénients de cal professionnel sans les garanties de conscience et de responsabilité, perd de sa valeur si on considère que ce nouveau jury serait moins nombreux que le jury actuel, que la qualité d'expert serait assez largement comprise pour que des personnes nombreuses répondent aux qualités exigées. Il n'y aurait pas d'abus à trouver ces qualités dans toute personne ayant pris des initiatives charitables, utiles au bien public, afin de les préférer ouvertement à d'autres citoyens. Que de femmes, à ce point de vue, justifieraient de titres à la qualité de sociologue bien supérieurs à la plupart des jurés qui siègent actuellement.

Les avantages de tels jurys seraient une capacité de compréhension bien supérieure d'abord des faits de l'accusation et ensuite des nécessités de la répression, de la rééducation du criminel.

Est-il enfin de meilleur remède à ces acquittements nés d'une inexpérience excessive des jurés que la possibilité, pour les mêmes personnes, d'assister à de nombreux procès criminels ? Le juré d'aujourd'hui acquitte bien que dans la vie courante il réprouve l'acte criminel. Pourquoi ? Parce qu'il a, le jour où il doit juger, pour la première fois sous les yeux le spectacle direct de la misère de l'accusé, qu'il voit pour la première fois son attention habilement attirée sur des circonstances atténuantes courantes cependant. Qu'il craint, enfin, sentiment qui s'atténuerait par la suite, de prendre une responsabilité morale dans une condamnation cependant méritée.

Il ne semble pas qu'on puisse arriver à une conception du jury technique qui verrait varier sa composition selon la nature des affaires qui lui seraient soumises. On se heurte à la difficulté qu'il y aurait à trouver un nombre de personnes qualifiées suffisant pour qu'un choix effectif pût être fait entre elles. Les jurés, en effet, doivent être choisis. On ne peut admettre que des citoyens, même présentant des garanties de compétence, fussent admis à juger sans qu'un tirage au sort et des récusations en aient fait l'expression strictement anonyme de la conscience publique.

On peut répondre qu'avec un très petit nombre de ces personnes compétentes adjointes au tribunal on éclaire la religion de ce dernier et que ce petit nombre est alors plus facile à trouver. Ceci est l'opinion des partisans de l'échevinage, et en effet dans une organisation judiciaire admettant l'échevinage un pareil système est praticable. En France, avec le jury de douze membres il est inapplicable.

Conclusion

Une étude critique de la loi du 21 novembre 1872 laissant de côté ce qui est le fondement même du jury pour n'examiner que son recrutement, ne peut avoir que des conclusions modestes sur des réformes de détail. Cependant, tout en restant dans le cadre du Code d'instruction criminelle, il y a beaucoup à faire pour donner au verdict populaire un moyen d'expression plus sûr, plus exact, plus satisfaisant dans ses résultats.

La loi de 1872 a cessé d'être en accord avec l'état actuel de l'instruction populaire ; elle a, par ailleurs, le défaut de ne point tenir compte des tendances actuelles de la répression à devenir plus scientifique et technique.

Dans ces deux ordres d'idées, une sélection plus grande est seule capable de réformer utilement une institution qui donne de graves signes de vieillesse. La correctionnalisation légale et judiciaire tend à ne plus faire de la Cour d'assises qu'une juridiction de parade, dont les résultats sont, du point de vue répressif, déplorés par tous et admis parce qu'il ne peut être fait autrement.

C'est pour relever dans l'opinion publique la forme la plus démocratique de la justice qu'il ne faudrait

pas hésiter à paraître sacrifier quelque chose de l'égalité absolue.

Par un classement sommaire des citoyens on aboutirait à une représentation plus exacte et somme toute plus équitable de la société. Par la reconnaissance des qualités incontestables des praticiens de diverses professions, on arriverait à faire juger par les plus capables, ce qui ne peut être critiqué par personne.

Ce n'est pas une refonte de l'institution, mais une amélioration qui nous paraît susceptible de donner à l'usage des résultats très réels.

Vu :

Montpellier, le 12 Juillet 1933,

LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,

A. LÉGAL.

Vu :

Montpellier, le 17 Juillet 1933,

LE DOYEN,

MORIN.

Vu et permis d'imprimer,

Montpellier, le 17 juillet 1933.

LE RECTEUR,

TAILLIART.

Bibliographie

OUVRAGES

- AJAM. — *Monographie d'un Jury d'Assises*, 1889.
- BARBIER. — *Loi du Jury. Compétence et organisation*. (Thorin, 1873.)
- BEUDANT. — *Indication de la loi pénale devant le Jury*. (Cotillon, 1861.)
- CARNOT. — *De l'instruction criminelle*, 1829.
- CLAUSS. — *Le Jury sous le Consulat et le Second Empire. Thèse*, Paris, 1905.
- CRUPPI. — *La Cour d'Assises*, 1898.
- DRAGU. — *Juges citoyens ou juges de métier*.
- DÉGOIS. — *Traité élémentaire de Droit criminel*.
- DEMONBYNES. — *Constitutions européennes*.
- DUROS. — *Le Jury civil, le Jury correctionnel, le Jury d'accusation. Thèse*, Paris, 1887.
- ESMEIN. — *Histoire de la Procédure criminelle en France*.
— *La Procédure criminelle du XIII^e au XVIII^e siècles*.
- FAUSTIN HÉLIE. — *Code d'instruction criminelle*, tome VIII.
- FAUSTIN HÉLIE et DEPEIGES. — *Pratique des Cours et Tribunaux*.

- FERRI. — *Sociologie criminelle*, 1900.
- FOURCADE. — *Considérations pratiques sur le Jury*.
Montpellier, 1873.
- FUZIER HERMAN. — *Répertoire pratique de Droit français*. V° Jury.
- GARRAUD. — *Traité d'Instruction criminelle*, 1926,
tome IV.
- *Précis de Droit criminel*.
- GIRARD. — *Manuel de Droit romain* (6° édition).
- *Organisation judiciaire des Romains*.
- GINESTE. — *Essai sur l'histoire et l'organisation du Jury en France et dans les Etats modernes*.
Thèse, Toulouse, 1896.
- HITZIG. — *Les origines du Jury dans la Procédure pénale romaine*.
- GIRAULT. — *Principes de colonisation et de législation coloniale* (4° édition), 1922.
- LABORDE. — *Cours de Droit criminel*.
- LA GRASSERIE. — Des origines, de l'évolution et de l'avenir du Jury. Extrait de la *Revue internationale de Sociologie*, 1897.
- LE POITTEVIN. — *Code d'instruction criminelle annoté*.
- *Dictionnaire des Parquets*. V° Jury.
- LE SELLYER. — *Traité de la compétence et de l'organisation des Tribunaux chargés de la répression*, 1875.
- LÉVY. — Le Jury en matière criminelle. Extrait de la *Revue pratique de Droit français*, 1875.
- LOUBET. — *La Justice criminelle en France*.
- MARVILLET. — De l'indemnité des jurés. *Thèse*, Paris, 1909.

- MASSINIE. — *Les Cours criminelles en Algérie*, 1909.
- MONICAULT. — Réformes judiciaires. Le Jury correctionnel et l'Echevinage. *Thèse*, Dijon, 1903.
- MONNET. — *Entre jurés. Contribution à l'étude sur la réforme du Jury*. V. Est Paris, 1930.
- MONTESQUIEU. — *Esprit des lois*, livre IV.
- NOUGUIER. — *De la Cour d'Assises*.
- O. REILLY. — *De la composition du Jury en France depuis 1790, 1872*.
- PRIEUR. — Les origines françaises du Jury. Les Assises féodales. *Thèse*, Paris, 1925.
- PRIVEY. — L'introduction du Jury dans la Procédure criminelle française. *Thèse*, Paris, 1906.
- PAULY. — De l'organisation du Jury de la Cour d'Assises. *Thèse*, Toulouse, 1901.
- RÉMUSAT. — *De la composition du Jury*.
- SALEILLES. — *L'individualisation de la peine*.
- STERN. — Le Jury technique. *Thèse*, Paris, 1925.
- TARDE. — *Criminalité comparée*. Alcan, 1902.
- *Philosophie pénale*, 1890.
- TOULEMON. — La question du Jury. *Sirey*, 1930 (analysé dans la *Revue pénitentiaire*, 1930, p. 282.)
- Travaux législatifs de la Diète et du Sénat Polonais, vol. IV. *Sirey*, 1931.

REVUES — PERIODIQUES — QUOTIDIENS

Annuaire de Législation étrangère.

Comptes rendus de l'administration de la Justice criminelle en France (statistique criminelle).

Etudes criminologiques :

1928 S. GLASER. — Suicide du Jury, p. 19.

1929 CRUPPI. — Les juridiction criminelles et l'échevinage, p. 97.

MORNET. — Le Jury criminel.

1930 MAAS GEESTERANUS. — Considérations sur la crise du Jury, n° 3.

Revue de Droit pénal et de Criminologie :

SASSERATH. — Les lois inopportunes.

Revue des Deux-Mondes :

1895 CRUPPI. — Le Jury et les Avocats. (La Cour d'Assises de la Seine, 1^{er} juin 1888.)

Revue internationale Droit pénal :

1931 Rapports en vue du Congrès de Palerme :

p. 368, PERREAU.

p. 388, D'AMELIO.

p. 401, S. RAPPAPORT.

p. 443, J. SIMON.

1932 Rapports pour le Congrès de Palerme :

p. 112, BRAFFORT.

p. 122, PRIDA.

p. 141, MOGILNICKI.

p. 147, S. GLASER.

p. 326, MIMIN.

p. 348, C. YOTIS.

Revue pénitentiaire :

1899 et 1900 CRUPPI. — Le Jury et l'Echevinage.

1914 BERLIET. — Le recrutement du Jury et son fonctionnement.

1928 (Novembre) Compte rendu de la réunion de la Société La Maïeutique.

1929 Faut-il supprimer le Jury ?

1930 (Janvier-Mars) DALLANT. — Faut-il supprimer le Jury ?

(Avril-Août) TOULEMON. — La question du Jury.

Revue Pénale Suisse :

1893 PICOT. — La nouvelle loi genevoise sur le Jury.

Journal *Le Temps*. — Enquête sur le Jury :

13 septembre 1927.

25 et 31 août 1929.

3 et 7 septembre 1929.

13 et 16 octobre 1929.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
PREMIERE PARTIE. — CONCEPTIONS DIVERSES DU JURY..	19
CHAPITRE PREMIER. — <i>Les enseignements de l'histoire.</i>	21
<i>Section I.</i> — Jury romain.....	23
§ 1. Jury civil.....	23
§ 2. Jury criminel.....	26
<i>Section II.</i> — Jury féodal.....	28
<i>Section III.</i> — Jury anglais.....	31
<i>Section IV.</i> — Etats successifs du droit français moderne	33
Loi des 16-24 août 1790.....	34
Décret du 12 août 1792.....	36
Loi de Nivôse, an II.....	36
Constitution du 5 Fructidor, an III.....	38
Loi du 6 Germinal, an VIII.....	38
Loi du 16 Thermidor, an X.....	39
Code de 1808.....	40
Loi du 27 mai 1827.....	42
Décret-loi du 7 août 1848.....	43
Loi du 4 juin 1853.....	45
CHAPITRE II. — <i>Les enseignements du droit étranger et colonial</i>	49
<i>Section I.</i> — Jury populaire.....	51
Allemagne	51
Autriche	54

Colonies françaises.....	55
§ 1. Algérie	56
§ 2. Madagascar, Tunisie, Maroc.....	58
§ 3. Indochine	59
Genève	60
Pologne	61
<i>Section II. — Jury aristocratique.....</i>	<i>65</i>
Angleterre	65
Etats-Unis	68
<i>Section III. — Jury d'intellectuels.....</i>	<i>71</i>
Grèce	71
Italie	72
Belgique	73
Roumanie	75
 DEUXIEME PARTIE. — ETUDE CRITIQUE DE LA PRATIQUE	
ACTUELLE	77
 CHAPITRE PREMIER. — <i>Le recrutement du jury dans la</i>	
<i>loi du 21 novembre 1872.....</i>	<i>79</i>
§ 1. Aptitude	80
A) Age	80
B) Instruction	81
C) Jouissance des droits civils, politiques, de fa-	
mille	82
§ 2. Capacité	83
A) Incapacités légales	83
B) Incapacités naturelles.....	84
§ 3. Indignité	84
A) Déchéances perpétuelles	85
B) Déchéances temporaires	87
C) Résultats de la conception actuelle.....	87
§ 4. Incompatibilités	89
A) Absolues	89
B) Relatives	92

§ 5. Dispenses et excuses.....	93
Sanctions des règles précédentes.....	97
§ 6. Listes annuelles. — Commission cantonale et d'arrondissement.....	98
§ 7. Tirage de la liste d'audience. Récusations	105
§ 8. Les indemnités	106
CHAPITRE II. — <i>Des réformes à apporter dans le recrutement du jury</i>	
Section I. — Degré d'instruction des jurés.....	118
Section II. — Indignité.....	120
Section III. — Récusations.....	123
Section IV. — Répartition des divers milieux sociaux dans le jury.....	127
Section V. — Le jury technique.....	136
CONCLUSION	141
BIBLIOGRAPHIE	143



BOSC FRÈRES, M. & L. RIOU

°° °° IMPRIMEURS - ÉDITEURS °° °°

°° 42, QUAI GAILLETON, 42 °°

°° °° °° °° LYON °° °° °° °°



